

# T1

## Rapport du premier trimestre aux actionnaires

*Pour la période terminée le 31 mars 2006*

### Table des matières

Message du président et chef de la direction	2
Rapport de gestion	4
États financiers consolidés	23
Notes afférentes aux états financiers consolidés	26
Information pour les actionnaires	32



Jay Forbes, président et chef de la direction

## Revenus en hausse de 3,9 % et bénéfice d'exploitation en hausse de 11,1 %

Au cours du premier trimestre, la place importante que nous avons accordée à la croissance et à la transformation nous a permis de dégager des gains solides au chapitre des revenus, tout en réalisant d'importantes économies sur le plan de la productivité. Par rapport au premier trimestre de 2005, les produits d'exploitation ont augmenté de 3,9 % pour s'établir à 544,9 millions de dollars. Cette croissance, conjuguée à un contrôle très serré des dépenses

d'exploitation, a eu pour effet d'accroître le bénéfice d'exploitation de 11,1 %.

Une perte hors caisse à des fins de comptabilité, liée à des instruments de couverture, a donné lieu à une charge après impôts de 8,3 millions de dollars, réduisant notre bénéfice net à 40,2 millions de dollars au premier trimestre. Le bénéfice par action s'est établi à 0,30 \$, en baisse de 0,01 \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Hormis la perte hors caisse liée à des instruments de couverture, le bénéfice aurait été de 0,37 \$ l'action. Les flux de trésorerie liés à l'exploitation ont été très solides puisqu'ils se sont établis à 99,7 millions de dollars. La performance qu'affichent nos activités sur fil ce trimestre est de bon augure pour la création de liquidités distribuables constantes pour le nouveau Fonds de revenu Bell Aliant Communications régionales.

### La plus importante fiducie commerciale au Canada

En mars, nous avons annoncé avec BCE Inc. notre intention de former l'un des plus grands fournisseurs régionaux de services de télécommunications en Amérique du Nord et la plus importante fiducie commerciale au Canada. Nous prévoyons regrouper nos activités de télécommunications sur fil et autres activités connexes dans le Canada atlantique avec les activités de télécommunications sur fil de Bell Canada dans ses territoires régionaux au Québec et en Ontario, et ses participations dans NorthernTel, Société en commandite, et Télébec, société en commandite, afin de constituer le Fonds de revenu Bell Aliant Communications régionales. Nos activités dans le secteur du sans-fil et les magasins de détail de DownEast Ltd. seront cédés à Bell Canada.

Ces actifs de haute qualité dans le secteur du sur-fil se prêtent bien à la structure d'une fiducie de revenu puisqu'ils apportent depuis longtemps des flux de trésorerie stables et prévisibles. Les parts de fiducie ont tendance à se négocier à un cours plus élevé que les actions ordinaires en raison des distributions en espèces relativement élevées que touchent les détenteurs de parts. De fait, le prix de l'action a déjà considérablement augmenté en prévision de l'opération. Au début, la nouvelle fiducie de revenu devrait générer des distributions mensuelles d'environ 0,23 \$ la part (2,74 \$ par année). En vertu du plan proposé, chaque action ordinaire d'Aliant sera échangée contre une part de la nouvelle fiducie.

En combinant nos forces financières respectives et les compétences et le dévouement de nos gens dans six provinces, nous serons en mesure de proposer les meilleurs services de télécommunications aux clients du Canada atlantique et des marchés régionaux du Québec et de l'Ontario. Nous sommes convaincus que les clients recevront le même service ou un service encore meilleur par suite de cette opération. Pour plus de renseignements sur le plan proposé, je vous invite à consulter la circulaire d'information de la direction, datée du 14 avril 2006, qui a été postée aux actionnaires. Vous pouvez également la télécharger sur notre site Web à l'adresse [www.aliant.ca](http://www.aliant.ca).

### En bonne voie d'atteindre notre objectif

Pendant la transition vers la nouvelle structure de fiducie, nous maintenons notre engagement envers notre objectif d'être un fournisseur de premier plan de services d'information et de communications à nos clients d'affaires et d'être le fournisseur de choix en matière de services d'information, de communications et de divertissement à nos

clients résidentiels. Au cours du premier trimestre, nous avons fait des progrès importants dans la réalisation de notre objectif. Permettez-moi de vous en résumer quelques-uns.

Pour nos clients d'affaires, nous avons lancé le service Internet sans fil Wi-Fi. Ce service permet aux entreprises d'offrir à leurs clients un accès à Internet haute vitesse à partir de leurs locaux. Nous avons également lancé notre service d'itinérance internationale en partenariat avec Vodafone Group Plc. Grâce à ce service, nos clients peuvent accéder au service sans fil et à la messagerie textuelle dans de nombreux pays du monde. Et enfin, nous avons lancé une solution de centre de contact IP hébergée, qui offre des fonctions de voix sur IP (VoIP) et toutes les fonctionnalités d'un centre de contact client.

Pour nos clients résidentiels, nous avons élargi notre programme d'achat de PC, qui connaît beaucoup de succès, pour y inclure un ordinateur bloc-notes, nous avons continué de déployer notre service de télévision IP à Halifax et nous avons élargi la gamme de fonctions libre-service de notre site Web, [www.aliant.ca](http://www.aliant.ca), afin que les clients disposent d'un moyen simple pour ajouter et modifier la plupart de nos produits et services terrestres.

Les clients d'affaires et résidentiels bénéficieront du nouveau service sans fil haute vitesse utilisant la technologie EV-DO de troisième génération que nous avons lancé dans la région d'Halifax. Ce service transmet les données à très grande vitesse, offrant ainsi aux clients un accès amélioré à la vidéo en continu et aux clips télé, à la messagerie vidéo, à la navigation Web et à la messagerie électronique et aux données du bureau.

3 ►►

#### Dividende déclaré pour juin

Notre conseil d'administration a déclaré un dividende sur actions ordinaires de 0,31 \$ l'action, payable le 30 juin 2006 aux actionnaires inscrits le 15 juin 2006. Le conseil a également déclaré un dividende sur actions privilégiées de 0,340625 \$ l'action, payable le 30 juin 2006 aux actionnaires inscrits le 15 juin 2006.

#### Merci à nos employés, à nos clients et à nos actionnaires

Il semblerait que ce soit mon dernier rapport trimestriel. Le 31 juillet prochain, je quitterai la société. D'ici là, je suppose que la plupart des approbations réglementaires requises auront été reçues en vue de la création du nouveau Fonds de revenu Bell Aliant Communications régionales. Compte tenu de la transformation de l'entreprise en une nouvelle organisation, et compte tenu aussi de mes aspirations, il semble que le moment soit venu pour moi d'explorer de nouvelles possibilités de carrière.

Stephen Wetmore, qui occupe actuellement le poste de président de groupe – performance de l'entreprise et marchés nationaux, à Bell Canada, assumera la responsabilité de président et chef de la direction de la nouvelle entreprise. M. Wetmore est un haut dirigeant d'expérience originaire du Canada atlantique, qui possède une solide connaissance d'Aliant et de Bell. Je suis convaincu qu'il sera un bon leader pour le nouveau fonds de revenu.

Je suis fier de ce que nous avons accompli en tant qu'organisation au cours des cinq dernières années. Aliant est une entreprise riche en talents et ce fut un grand bonheur pour moi de diriger nos employés qui sont au service de nos clients et de vous, nos actionnaires.

Le président et chef de la direction,



Jay Forbes  
Le 2 mai 2006

#### Points saillants financiers du premier trimestre

Pour les trimestres terminés les 31 mars

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2006	2005	Variation en %
Total des produits d'exploitation	544,9	524,4	3,9
Bénéfice d'exploitation	96,3	86,7	11,1
Bénéfice net	40,2	43,6	(7,8)
Bénéfice par action ordinaire (en dollars)	0,30	0,31	(3,2)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	127,2	132,3	(3,9)

# Rapport de gestion

Le présent document vise à fournir un rapport de gestion sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 par comparaison avec la période correspondante de 2005. Le rapport de gestion doit être lu avec nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 et les notes y afférentes à cette date, ainsi qu'avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes y afférentes et le rapport de gestion présentés dans notre rapport annuel de l'exercice terminé le 31 décembre 2005. Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada). Tous les montants du présent rapport de gestion, sauf indication contraire, sont en millions de dollars canadiens.

Dans le présent rapport de gestion, les termes «nous», «notre», «nos» et «Aliant» font référence à Aliant Inc. ou à nos secteurs Télécommunications et Technologies de l'information.

Les rapports trimestriels, les rapports annuels et les autres informations financières, ainsi que les notices annuelles et circulaires d'information, se trouvent sous la rubrique «Rapports financiers» de notre site Web dont l'adresse est [www.aliant.ca/fr](http://www.aliant.ca/fr). Ces documents et d'autres documents d'information se trouvent également dans Sedar à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Le présent rapport de gestion porte la date du 1<sup>er</sup> mai 2006, date du dépôt et de notre communiqué de presse annonçant nos résultats pour le premier trimestre de 2006. Le présent document contient des énoncés prospectifs qui sont donnés sous réserve de la rubrique «Énoncés prospectifs» avec laquelle il faut lire le présent document. Les informations contenues dans le présent rapport de gestion sont à jour au 1<sup>er</sup> mai 2006 et décrivent nos attentes à cette date, sauf indication contraire.

## À PROPOS DE NOTRE ENTREPRISE

Nous sommes le principal fournisseur du Canada atlantique en matière de technologies de l'information et de communications (TIC), combinant notre entreprise de télécommunications avec nos forces en technologies de l'information (TI) afin d'offrir à notre clientèle une gamme complète de solutions.

Nous exploitons deux secteurs d'activité : Télécommunications et Technologies de l'information. Le secteur Technologies de l'information est un secteur isolable, et, en 2005, notre secteur Télécommunications a été subdivisé en deux secteurs isolables : Services sur fil et Services sans fil. Nous continuons de combiner les forces de nos secteurs Télécommunications et Technologies de l'information afin d'être le fournisseur de choix pour tous les services de communications, d'information et de divertissements. Notre clientèle s'étend à plusieurs marchés géographiques et nombre d'industries.

Notre secteur Télécommunications est exploité principalement par Télécommunications Aliant Inc. («Télécommunications Aliant»). Nous offrons une vaste gamme de services traditionnels et innovateurs de transmission de la voix et des données, notamment les services locaux, l'interurbain, le sans-fil, l'Internet et d'autres services. Nous proposons également des services complémentaires, comme les applications liées à la connaissance, la vente au détail, les services de publicité dans les annuaires téléphoniques et la distribution en gros de téléphones sans fil, d'accessoires et d'autres produits de télécommunications. Nos opérations de télécommunications sans fil constituent un secteur isolable, et les autres opérations sont incluses dans le secteur isolable Services sur fil.

Les activités du secteur Technologies de l'information sont exercées par l'intermédiaire de Xwave Solutions Inc. («xwave»). Nous fournissons à nos clients une gamme complète de solutions en technologies de l'information (TI) grâce à nos services de consultation, de gestion d'infrastructures et de solutions matérielles.

### Création d'une fiducie de revenu

Le 7 mars 2006, nous avons annoncé avec BCE Inc. (BCE) notre intention de former l'un des plus grands fournisseurs régionaux de services de télécommunications d'Amérique du Nord (l'«opération proposée»). Nous réunirons nos activités de télécommunications sur fil et activités connexes dans le Canada atlantique avec les activités de télécommunications sur fil de Bell Canada dans ses territoires régionaux en Ontario et au Québec et sa participation indirecte de 63,4 % dans les sociétés en commandite Bell Nordiq – Télébec, société en commandite et NorthernTel, Société en commandite – afin de constituer le Fonds de revenu Bell Aliant Communications régionales.

Dans le cadre de l'opération, Bell Canada fera également l'acquisition de nos activités de télécommunications sans fil et de notre participation dans DownEast Ltd.

L'opération est sous réserve de l'approbation des actionnaires, de la Cour et des organismes de réglementation, ainsi que des décisions anticipées favorables en matière d'impôt de l'Agence du revenu du Canada. Les approbations requises devraient être obtenues, et l'opération proposée devrait être conclue au troisième trimestre de 2006. Nous avons convoqué une assemblée des actionnaires pour examiner et, s'il y a lieu, approuver l'opération proposée. Une circulaire d'information de la direction, datée du 14 avril 2006 (la «circulaire d'information») a été postée relativement à cette assemblée.

5 ►►

Ce regroupement d'entreprises nous confère de nombreux avantages stratégiques.

*Création de l'un des plus importants fournisseurs régionaux de services de télécommunications d'Amérique du Nord*  
En unissant nos forces, nous créons une entreprise beaucoup plus grande et plus stable au service de clients dans six provinces. L'entreprise regroupée aura deux fois la taille actuelle d'Aliant et sera la troisième entreprise de services locaux titulaire (ESLT) en importance au Canada. La plus grande échelle d'activité devrait améliorer l'efficacité opérationnelle et la flexibilité financière. Grâce à son faible coût du capital et à la variabilité d'échelle de ses activités, après la réalisation de l'opération proposée, il est prévu que l'entreprise regroupée sera dans une position avantageuse pour devenir une entreprise de premier plan de regroupement de sociétés régionales de télécommunications en Amérique du Nord. Le regroupement se traduirait également par une large empreinte contiguë reliant le Canada atlantique avec le territoire régional de Bell Canada, ce qui pourrait permettre de plus grandes efficacités à l'avenir.

#### *Regroupement d'opérations et de marchés semblables*

Nos opérations actuelles et les opérations filaires régionales de Bell Canada sont principalement menées dans des villes de petite et de moyenne tailles et des régions rurales géographiquement dispersées. L'entreprise regroupée demeurera axée sur les besoins de clients régionaux, mais aura l'envergure et le rayonnement géographique nécessaires pour veiller à l'efficacité opérationnelle et donner aux clients accès aux plus nouveaux réseaux, produits et services de qualité.

#### *Nouvelle structure porteuse de possibilités*

La plus grande échelle des opérations de l'entreprise regroupée devrait rehausser la stabilité et la solidité des flux de trésorerie, qui se prêtent bien à la structure d'une fiducie de revenu. Nous estimons que la conversion en une fiducie de revenu entraînera une évaluation supérieure de l'entreprise regroupée comparativement à notre structure de société par actions actuelle, car le marché accorde une prime à l'égard de l'évaluation des fiducies de revenu. Nous serions bien placés pour saisir des occasions de croissance futures, y compris d'autres acquisitions d'entreprises de communications sur fil dans des régions à densité de population relativement faible ou d'autres acquisitions qui appuient notre stratégie et font augmenter les liquidités distribuables.

#### *Besoin d'envergure de nos opérations sans fil*

Même si nos opérations sans fil ont connu un succès considérable, le marché du Canada atlantique devient davantage concurrentiel à mesure que des concurrents nationaux élargissent leurs opérations dans le Canada atlantique et exercent une pression accrue sur le marché. Nous avons constaté que l'absence d'envergure de notre secteur Télécommunications sans fil était un obstacle à la progression des services offerts à nos clients, donc à la croissance future. D'importants accords commerciaux entre Bell Canada et l'entreprise regroupée faciliteront l'accès transparent et continu par nos clients à des produits et services sans fil. Nos clients profiteront par ailleurs d'un accès plus grand et plus rapide à de nouvelles technologies, comme la technologie de réseau sans fil haute vitesse (EV-DO pour *Evolution Data Optimized*), et à de nouvelles applications de données sans fil.

### Orientation stratégique pour 2006 et les années ultérieures

Nous maintenons notre engagement envers notre stratégie d'être un fournisseur de services TIC de premier plan à notre clientèle commerciale et d'être le fournisseur de choix pour les services d'information, de communications et de divertissements offerts à nos clients. En menant nos opérations sur fil et autres activités et les opérations filaires régionales de Bell Canada en tant qu'entreprise regroupée, nous pourrions nous attacher davantage à répondre aux besoins de nos clients et nous aurons l'envergure et le rayonnement géographique nécessaires pour veiller à l'efficacité opérationnelle, tout en donnant à nos clients accès aux plus nouveaux réseaux, produits et services de qualité, comme les services à valeur ajoutée (SVA), les services multimédia, large bande et Internet. L'entreprise regroupée bénéficiera également de l'élargissement de notre stratégie existante en matière de TIC et de l'expertise de xwave pour servir plus de 85 000 clients commerciaux en Ontario et au Québec en leur offrant des solutions commerciales d'avant-garde.

#### Expérience client

L'entreprise regroupée offrira le meilleur service de sa catégorie pour ce qui est du soutien aux clients grâce à un personnel hautement qualifié et formé en mettant l'accent sur la résolution des problèmes dès le premier appel. Nous offrirons des outils améliorés de libre-service (service en ligne) et automatiserons l'activation du service afin de réduire le traitement manuel et nous fournirons un service distinctif aux clients en fonction de la valeur. Nous continuerons d'améliorer la fiabilité du service et les taux de dépannage grâce à des investissements dans des programmes d'amélioration du service et nous nous engageons à fournir un service de qualité constante dans tous les circuits. Nous nous engageons à faire la transition vers la fiducie de revenu de façon transparente pour les clients : le même service, la même facturation et les mêmes marques.

#### Croissance des produits d'exploitation

L'entreprise regroupée entend stimuler la croissance des produits d'exploitation grâce à une pénétration accrue d'Internet haute vitesse et des SVA, en donnant un effet de levier aux capacités de xwave en Ontario et au Québec, en continuant de mettre l'accent sur la stratégie de regroupement de services et en introduisant de nouveaux produits et services.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS DU TRIMESTRE

### Résultats financiers

Pour les périodes terminées les 31 mars

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	2006	2005	Variation en %
Produits d'exploitation	544,9	524,4	3,9
Charges	448,6	437,7	2,5
Bénéfice d'exploitation	96,3	86,7	11,1
Autres charges	12,8	0,9	—
Intérêts débiteurs	17,4	17,4	0,3
Impôts sur les bénéfices	25,3	24,4	3,9
Part des actionnaires sans contrôle	0,6	0,4	38,2
Bénéfice net	40,2	43,6	(7,8)
Bénéfice par action ordinaire	0,30	0,31	(3,2)

Les produits d'exploitation pour le premier trimestre de 2006 ont progressé de 3,9 % par rapport à la même période l'an passé, par suite d'une croissance dans tous nos secteurs, à l'exception des services locaux et interurbains traditionnels.

- Les produits d'exploitation tirés du sans-fil ont augmenté de 14,3 % comparativement au premier trimestre de 2005 en raison d'une hausse de 12,9 % de la clientèle et de l'accroissement de 2,6 % des produits d'exploitation moyens par client (PEMC).
- Les produits d'exploitation tirés d'Internet se sont accrus de 20,7 % au premier trimestre, sous l'impulsion du bondissement des produits d'exploitation tirés d'Internet haute vitesse de 42,2 %.
- Les produits d'exploitation tirés des solutions matérielles ont monté de 13,9 %, ayant enregistré une forte poussée des ventes au secteur public.
- Les produits d'exploitation tirés des services de TI externes ont augmenté de 1,0 % au cours du premier trimestre, grâce à de nouveaux contrats ou à une croissance différentielle des contrats existants.
- Les produits d'exploitation de notre filiale Innovatia Inc. (Innovatia), spécialisée dans nos applications de gestion de la connaissance, ont monté de 23,5 % au premier trimestre, en regard du trimestre correspondant de 2005, grâce à l'expansion des services de documentation.

- Les produits d'exploitation tirés de nos services locaux et interurbains ont fléchi dans une proportion combinée de 3,9 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, en raison de la concurrence, du remplacement des technologies et des restrictions réglementaires. La baisse des produits d'exploitation moyens par minute tirés des services résidentiels a contribué au fléchissement des produits d'exploitation tirés des services interurbains; cependant, les minutes d'appels interurbains de la clientèle résidentielle ont augmenté au cours du trimestre dans le sillage du succès de nos forfaits économiques auprès des clients.

Le bénéfice d'exploitation du premier trimestre a progressé de 11,1 %, soit 9,6 millions de dollars, par rapport aux résultats du trimestre correspondant de 2005. Les hausses des charges d'exploitation nécessaires pour stimuler la croissance des produits d'exploitation sont contrôlées par une gestion serrée des frais généraux.

Le bénéfice net s'est replié de 7,8 % au cours du premier trimestre de 2006, en regard du premier trimestre de 2005, principalement à cause d'une perte liée aux instruments dérivés de 13,1 millions de dollars, dont les détails sont fournis à la rubrique «Autres arrangements financiers».

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont élevés à 99,7 millions de dollars, ce qui représente un accroissement de 67,2 millions de dollars par rapport à la même période l'an passé. Au cours du premier trimestre de 2005, nous avons versé des cotisations volontaires de 60,0 millions de dollars pour combler les déficits de nos régimes de retraite à prestations déterminées (RRPD). Étant donné leur caractère volontaire, ces versements n'ont pas été répétés en 2006. Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement et d'investissement ont atteint 213,4 millions de dollars, y compris 76,9 millions de dollars affectés aux dividendes sur les actions ordinaires et les actions privilégiées, 50,0 millions au rachat d'obligations hypothécaires de premier rang et 80,9 millions de dollars à des investissements.

7 ►►

#### **Progression de nos initiatives stratégiques**

Au cours du premier trimestre de 2006, nous avons poursuivi notre stratégie de croissance dans les marchés résidentiels, des petites et moyennes entreprises (PME) et des grandes entreprises et nous avons fait progresser nos initiatives en matière de productivité et d'amélioration de la structure de coûts :

- Nous avons lancé un service Internet sans fil Wi-Fi novateur destiné aux entreprises de notre région. Grâce à ce service, les entreprises pourront offrir à leurs clients un accès Internet haute vitesse Aliant continu, avec ou sans fil, à partir de leurs locaux.
- Nous avons également lancé un service d'itinérance internationale en partenariat avec Vodafone Group Plc. Nos clients pourront maintenant accéder au service de transmission de la voix sans fil et à la messagerie textuelle dans de nombreux pays utilisant la technologie du système mondial de communications mobiles (GSM).
- Nous avons élargi notre programme d'achat d'un ordinateur personnel, très populaire sur le marché résidentiel, afin qu'il inclue un ensemble ordinateur bloc-notes doté d'un accès en ligne sans fil et portable. De plus, nous avons lancé un programme d'achat d'un ordinateur personnel adapté aux besoins des petites entreprises et des entreprises à domicile. Ce programme intègre nos services Internet d'affaires à l'achat d'un ordinateur personnel pour les petites entreprises et il offre à nos clients la possibilité d'accéder à des fonctions avancées d'Aliant telles que l'antivirus, la sauvegarde, la réception de télécopies par courriel et le service de soutien sans frais 24 h sur 24, 7 jours sur 7.
- Nous avons commercialisé une solution novatrice de centre de contact IP. Cette solution en réseau offre des fonctions de voix sur IP (VoIP) et toutes les fonctionnalités d'un centre de contact.
- Nous continuons à appliquer notre stratégie de déploiement de notre service de télévision IP, TV Aliant. Les taux d'adoption et de satisfaction de la clientèle continuent à être positifs. TV Aliant est accessible dans certains quartiers d'Halifax. Nous prévoyons déployer notre réseau de nœuds d'accès en fibre optique pour permettre l'utilisation de TV Aliant dans toute la ville d'Halifax et dans les autres grandes villes de notre région.
- Nous avons lancé un service sans fil haute vitesse utilisant la technologie EV-DO de troisième génération dans la région d'Halifax. Ce service haute vitesse permet aux clients d'accéder à des données, sans fil et à des vitesses jusqu'à cinq fois plus rapides que celles offertes auparavant. Ces vitesses plus rapides permettent aux clients de profiter d'applications telles que la vidéo en continu et les clips télé, la messagerie vidéo, la navigation Web, les jeux interactifs et l'accès à distance à la messagerie électronique et aux données du bureau. Ce service sera déployé dans d'autres villes de la région plus tard dans l'année. Selon nos estimations, ce service sera accessible à environ 60 % des clients habitant dans le Canada atlantique d'ici la fin de 2007.

- Nous avons signé une entente de services de 15 ans avec la société Newfoundland and Labrador Hydro, qui nous octroie le droit de construire, de détenir et d'exploiter un système de radiotélécommunications mobiles professionnelles à l'échelle de la province de Terre-Neuve-et-Labrador. À la fin de la mise en place du système prévue au début de l'année 2007, nous commencerons à offrir des radiocommunications bidirectionnelles à Newfoundland and Labrador Hydro, au ministère des Transports et des Travaux publics ainsi qu'au grand marché commercial de Terre-Neuve-et-Labrador.
- Nous avons élargi la gamme de fonctions libre-service offerte à nos clients résidentiels en leur donnant accès, pour la première fois, à la gestion en ligne de leur compte de réseau filaire. Ils disposent maintenant d'un moyen simple pour ajouter, modifier ou supprimer des produits et des services. En outre, dans le cadre de notre stratégie de transformation du service à la clientèle, nous avons effectué des mises à niveau importantes de notre technologie de centre de contact avec la clientèle, afin de pouvoir utiliser les fonctions de réponse vocale interactives et réduire les transferts d'appels internes.
- Nous avons continué à appliquer notre stratégie de restructuration des coûts en réduisant les dépenses discrétionnaires, en renouvelant les contrats des fournisseurs et en accélérant les initiatives d'impartition.

### Mise à jour sur notre environnement

#### *Cadre de réglementation*

Voici les modifications réglementaires importantes qui ont influé sur notre secteur Télécommunications au cours du premier trimestre et jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2006 inclusivement :

- Le 16 février 2006, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a rendu sa décision sur l'application des soldes des comptes de report et des mesures permises pour réduire les soldes accumulés dans les comptes de report :
  - le CRTC a d'abord ordonné à chaque ESLT d'affecter au moins 5,0 % du solde accumulé dans son compte de report à l'amélioration de l'accès des personnes handicapées aux services de télécommunications;
  - quant aux 95,0 % restants des fonds dans le compte de report, le CRTC a décidé qu'ils devraient être consacrés à des investissements dans les services à large bande et à des rabais aux abonnés. Le CRTC a conclu que chaque ESLT devrait consacrer les fonds de son compte de report à l'expansion des services à large bande dans les collectivités rurales et éloignées. Les ESLT qui choisissent d'investir dans le service à large bande sont tenues de déposer une proposition auprès du CRTC, au plus tard le 30 juin 2006, pour obtenir l'approbation de prélever des dépenses admissibles de leur compte de report. Si une ESLT choisit de ne pas investir dans l'élargissement des services à large bande, ou si elle investit dans cet élargissement, mais qu'il lui reste un solde dans son compte de report, ce solde doit être remis sous forme de rabais aux abonnés du service local résidentiel de l'ESLT dans les zones autres que les zones de desserte à coût élevé.

Les montants qui se présenteront à l'avenir de manière récurrente et qui seraient autrement accumulés dans le compte de report pourront être diminués au moyen de réductions tarifaires consenties à des abonnés du service de résidence. Le CRTC nous a ordonné de déposer notre proposition de tarifs accompagnée d'un état actualisé de notre compte de report au plus tard le 15 mai 2006. Ces modifications tarifaires, sous réserve de l'approbation du CRTC, doivent entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2006 et peuvent également servir à éliminer toute autre obligation à l'égard des comptes de report par suite du prolongement de la deuxième période de plafonnement des prix jusqu'au 31 mai 2007.

Dans sa décision, le CRTC a également établi les montants estimatifs des comptes de report des ESLT en tant que solde accumulé et qu'engagement futur annualisé. Notre solde accumulé estimatif au 31 mai 2006 était de 21,8 millions de dollars avec un engagement futur annualisé estimatif de 2,2 millions de dollars. Étant donné la nature et les incertitudes entourant l'utilisation du compte de report accumulé, nous ne sommes pas en mesure d'évaluer l'incidence de la décision du CRTC sur nos résultats financiers.

- Le 22 mars 2006, le Groupe d'étude sur le cadre réglementaire des télécommunications («Groupe d'étude») a publié son rapport sur le premier examen exhaustif de la réglementation et de la politique canadienne de télécommunication en plus de 30 ans. Le Groupe d'étude a conclu que le temps était venu de modifier considérablement la réglementation et la politique canadiennes actuelles pour permettre à notre industrie de s'adapter plus rapidement aux nouvelles technologies et aux tendances du marché.

Parmi les points saillants du rapport :

- La concurrence dans les marchés canadiens des télécommunications a évolué à un point tel qu'il faudrait compter, dans toute la mesure du possible, sur le libre jeu du marché. Par exemple, le Groupe d'étude déclare que les tarifs des groupements de services n'ont pas à être approuvés avant d'être appliqués, que les campagnes de reconquête de la clientèle ne devraient pas être restreintes par l'organisme de réglementation et que les règles devraient être les mêmes peu importe la technologie et que le fournisseur de services soit une entreprise de télécommunications ou une entreprise de câblodistribution.
- Il faudrait accélérer la déréglementation pour promouvoir un milieu plus innovateur et plus à l'écoute des clients.
- Un tribunal de la concurrence en télécommunications (TCT) devrait être constitué comme moyen de diminuer la réglementation.
- Le TCT pourrait examiner la réglementation économique, si besoin est, tandis que le rôle du CRTC se limiterait à la réglementation sociale et technique et à l'octroi des licences.
- Le gouvernement devrait diriger l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale des TIC afin d'encourager l'adoption des TIC par toutes les entreprises canadiennes, surtout les petites et moyennes entreprises (PME).
- Un programme d'infrastructure financé par le gouvernement devrait être mis sur pied pour mener à terme le déploiement de réseaux à large bande pour tous les Canadiens au plus tard en 2010.

9 ►►

Nous travaillerons en collaboration avec d'autres partenaires de l'industrie à encourager le gouvernement fédéral et Industrie Canada à appliquer ces recommandations.

- Le 6 avril 2006, le CRTC a rendu une décision sur notre demande, présentée en avril 2004, de cesser de réglementer les prix des services locaux résidentiels dans 32 zones de rattachement en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard. Si elle avait été approuvée, cette demande aurait créé plus de souplesse sur le plan des prix ainsi qu'une concurrence symétrique. Au lieu de cela, le CRTC a rejeté notre demande et défini un cadre à utiliser pour toutes les futures demandes d'abstention de la réglementation des services téléphoniques locaux. Nous entendons en appeler de la décision et croyons qu'elle va à l'encontre de l'esprit du rapport du Groupe d'étude.

Dans le cadre de cette décision, le CRTC a également ramené de 12 à 3 mois la période d'absence de contact prescrite dans la règle de reconquête des services locaux de résidence, de sorte que nous pourrions prendre contact plus rapidement avec nos anciens clients.

L'appel relatif à la réglementation des services VoIP auprès du Gouverneur en Conseil sera examiné par le Cabinet au cours du deuxième trimestre de 2006. La date d'une décision du CRTC sur ces questions, y compris nos demandes déposées en 2005 concernant les rabais tarifaires relatifs à la qualité du service, reste inconnue.

#### *Environnement concurrentiel*

Des régions du Canada atlantique continuent de connaître la concurrence locale la plus vive de tout le pays en raison du rayonnement accru de nos concurrents et de l'arrivée de nouvelles entreprises sur le marché. Nos concurrents à l'échelle locale et nationale continuent à développer leur infrastructure et à élargir leurs gammes de services dans tous les segments du marché. Notre stratégie consiste à nous centrer sur les besoins de nos clients en communiquant directement avec eux, en leur offrant des solutions plus simples et une valeur supérieure à des prix concurrentiels, notamment par nos forfaits économiques dans le marché résidentiel et nos services groupés pour entreprises et des services de calibre mondial élaborés grâce à nos investissements constants dans nos réseaux et nos gens.

#### **RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

Voici un rapport sur les principales composantes de nos résultats d'exploitation consolidés pour les trois mois terminés le 31 mars 2006 par rapport à la même période de 2005.

## Produits d'exploitation

Pour les périodes terminées les 31 mars

(en millions de dollars)

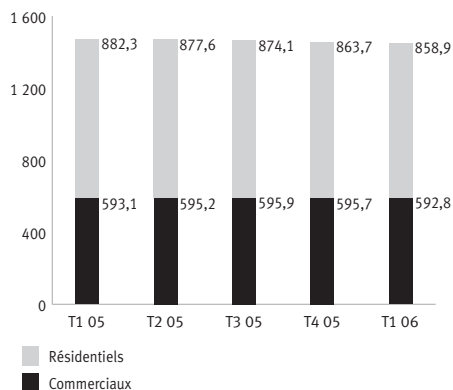
	2006	2005	Variation en %
<b>Télécommunications</b>			
Services locaux	177,3	182,5	(2,8)
Services interurbains	74,7	79,7	(6,3)
Services sans fil	113,8	99,6	14,3
Internet	37,0	30,6	20,7
Autres produits	57,3	53,4	7,3
	<b>460,1</b>	<b>445,8</b>	<b>3,2</b>
<b>Technologies de l'information</b>			
Services de TI	42,8	50,9	(15,9)
Solutions matérielles	61,4	53,9	13,9
	<b>104,2</b>	<b>104,8</b>	<b>(0,6)</b>
Divers et éliminations intersociétés	(19,4)	(26,2)	(26,0)
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>544,9</b>	<b>524,4</b>	<b>3,9</b>

### Produits d'exploitation tirés des services locaux

Les produits d'exploitation tirés des services locaux proviennent de la prestation du service d'accès au réseau (SAR), des fonctions de service amélioré, de l'accès aux données, des paiements de contribution, des paiements des concurrents, de la location d'appareils téléphoniques, des téléphones publics et des frais de service.

### Clients des SAR câblés

(En milliers)



Notre clientèle du service d'accès au réseau (SAR) câblés a décliné de 1,6 % au cours des douze derniers mois du fait des restrictions réglementaires, d'une réduction du nombre de deuxièmes lignes à mesure que les clients migrent du réseau commuté vers le service Internet haute vitesse et la réduction des lignes principales à mesure que les clients adoptent la technologie du sans-fil et les solutions VoIP.

commercialisation auprès des PME et des grandes entreprises, programmes qui sont orientés vers le maintien de la clientèle.

Les produits d'exploitation tirés de sources autres que les SAR ont glissé de 5,0 % par rapport au premier trimestre de 2005. Les produits d'exploitation tirés des services d'accès aux données ont baissé de 5,0 % par suite de la décision du CRTC sur les réseaux de données concurrentiels rendue en février 2005. De plus, les produits d'exploitation tirés de la location de terminaux ont diminué de 12,9 %, en raison de l'érosion persistante de la clientèle de location, car les clients choisissent d'acheter plutôt que de louer.

Les produits d'exploitation tirés des services locaux ont continué de se replier au premier trimestre de 2006, à un rythme semblable à celui enregistré à la même période en 2005, en raison de l'élargissement récent de la zone de services par nos concurrents, du remplacement des technologies et des restrictions réglementaires. Les produits d'exploitation pour le premier trimestre de 2006 ont reculé de 2,8 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La majorité des produits d'exploitation tirés des services locaux provient de la prestation de SAR. Les produits d'exploitation tirés des SAR ont fléchi de 1,5 % par rapport au premier trimestre de 2005, en conséquence directe d'une baisse de 1,6 % du nombre de clients des SAR. Les produits d'exploitation tirés des SAR à la clientèle résidentielle ont diminué de 2,7 % par rapport à la période correspondante de 2005, ce qui reflète les pertes de parts de marché, la réduction du nombre de deuxièmes lignes à mesure que les clients migrent du réseau commuté vers le service Internet haute vitesse et la réduction des lignes principales à mesure que les clients adoptent la technologie du sans-fil et les solutions VoIP. La clientèle commerciale des SAR demeure pratiquement inchangée depuis le

31 mars 2005, grâce à nos solides programmes de

*Produits d'exploitation tirés des services interurbains*

Les produits d'exploitation tirés des services interurbains proviennent de la prestation des services interurbains, du service de réseaux de données et des appels interurbains entrants.

Les produits d'exploitation tirés des services interurbains ont reculé de 5,0 millions de dollars, ou 6,3 %, par rapport au premier trimestre de 2005, principalement par suite de la baisse de la tarification à la minute et de la tarification des circuits de transmission de données.

Sur le marché résidentiel, les minutes d'appels interurbains pour le premier trimestre de 2006 ont progressé de 5,4 % en regard du trimestre correspondant de 2005, grâce à une hausse notable du nombre de clients abonnés à des plans interurbains illimités au sein de nos forfaits économiques. Le succès remporté dans la commercialisation de forfaits économiques nous a permis d'accroître la fidélisation de notre clientèle et de la stabiliser. L'adoption par nos clients de nos forfaits économiques a fait baisser de 14,7 % les produits d'exploitation moyens par minute liés à la clientèle résidentielle, mais assure la croissance des produits d'exploitation tirés des services sans fil et Internet.

La baisse des produits d'exploitation tirés des services interurbains de la clientèle commerciale s'explique par la pression à la baisse sur les prix et la réduction des minutes attribuable à l'utilisation d'outils de gestion de centre de contact, au fur et à mesure que le secteur des centres de contact propose des nouvelles technologies.

Les produits tirés des circuits de transmission de données ont descendu de 6,0 % au cours du premier trimestre de 2006, par suite du fléchissement des prix dans le marché des grandes entreprises.

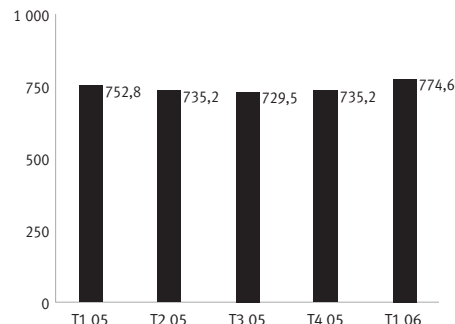
*Produits d'exploitation tirés des services sans fil*

Les produits d'exploitation tirés des services sans fil proviennent de la prestation de services cellulaires, de services de téléavertisseurs et de services mobiles sur nos réseaux sans fil analogiques et numériques. Les produits d'exploitation tirés des services cellulaires se composent principalement des frais mensuels récurrents et comprennent également les frais de temps d'antenne, les frais d'interurbain, les frais d'itinérance et les fonctions de service amélioré comme la messagerie textuelle et vidéo ainsi que la navigation sur le Web.

Les produits d'exploitation tirés des services sans fil ont monté de 14,3 % au cours du premier trimestre de 2006, en regard du même trimestre de 2005, grâce à la forte croissance de la clientèle, à l'accroissement des produits d'exploitation moyens par client (PEMC) et à la hausse de l'utilisation moyenne en minutes.

Notre clientèle a augmenté de 12,9 % par rapport à la période correspondante de 2005, avec des activations nettes de 16 850 abonnés, soit une hausse de 83,2 % par rapport au premier trimestre de 2005, car nous continuons d'élargir notre réseau de détaillants et de proposer un vaste choix de produits. Les activations brutes pour le premier trimestre de 2006 ont progressé de 13,5 % par rapport à l'exercice précédent, et notre taux de désabonnement de la clientèle s'est amélioré de 20,5 %. Notre taux de désabonnement reste excellent à 1,08 %, en raison du nombre croissant de nos clients qui optent pour des forfaits économiques, des services groupés commerciaux et des contrats à plus long terme. Notre taux de désabonnement de la clientèle des services postpayés s'est établi fort honorablement à 0,99 % pour le premier trimestre de 2006. Au 31 mars 2006, environ 90 % de la population du Canada atlantique avait accès à notre réseau sans fil numérique, en hausse par rapport à environ 89 % à la même période l'an passé.

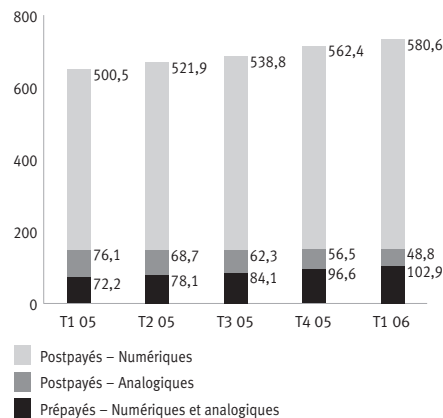
**Minutes d'appels interurbains**  
(Volume en millions)



Le total des minutes d'appels interurbains a monté de 2,9 % au cours du dernier exercice, les clients résidentiels ayant augmenté de 5,4 % leur consommation de minutes. Un nombre croissant de clients résidentiels optent pour des plans interurbains illimités faisant partie de notre menu de forfaits économiques.



**Clients des services cellulaires**  
(En milliers)



La croissance de notre clientèle des services cellulaires, qui dépasse maintenant 732 000 abonnés, continue de s'amplifier. Les activations brutes pour le premier trimestre de 2006 ont grimpé de 13,5 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. À la fin du trimestre, près de 90 % de la population du Canada atlantique avait accès à notre service sans fil numérique.

Les PEMC des services postpayés ont monté de 5,0 % par rapport au trimestre correspondant de 2005, reflétant la hausse de l'utilisation moyenne en minutes et la forte progression de l'utilisation des services de transmission de données attribuable à la messagerie textuelle, à la navigation sur le Web, au Blackberry<sup>MD</sup> et aux téléchargements de contenu privilégié. Les PEMC des services prépayés ont augmenté de 6,9 %, étant donné que de plus en plus de clients des services prépayés optent pour des services à valeur ajoutée proposés dans certains de nos plans prépayés. Dans l'ensemble, les PEMC ont monté de 2,6 % comparativement au même trimestre de 2005; le ralentissement de cette croissance globale est attribuable à une proportion légèrement supérieure de clients des services prépayés par rapport à 2005. Les clients des services prépayés représentaient 14,1 % de notre clientèle totale au 31 mars 2006, contre 11,1 % au 31 mars 2005. Le nombre plus important de clients des services prépayés reflète notre stratégie consistant à stimuler la croissance des services sans fil en nous concentrant davantage sur la croissance rentable de notre clientèle des services prépayés, tout en maintenant le solide rendement de nos services postpayés.

**Sans-fil – statistiques**

Pour les trois mois terminés les 31 mars

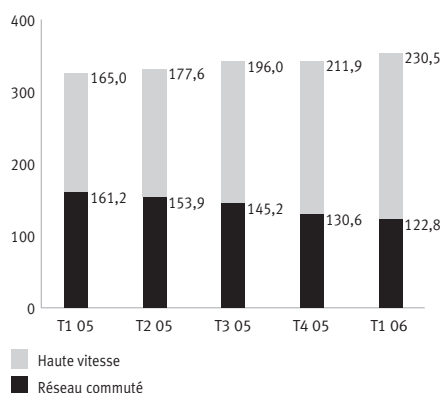
	2006	2005	Variation en %
Clients	<b>732 343</b>	648 860	12,9
Mensuel – PEMC (en dollars)			
Postpayés	<b>56,94</b>	54,24	5,0
Prépayés	<b>11,52</b>	10,78	6,9
Total	<b>50,66</b>	49,36	2,6
Activations brutes	<b>40 358</b>	35 556	13,5
Désactivations	<b>23 508</b>	26 359	(10,8)
Activations nettes	<b>16 850</b>	9 197	83,2
Mensuel – utilisation moyenne en minutes par client	<b>278</b>	264	5,3
Taux de désabonnement – services postpayés	<b>0,99 %</b>	1,25 %	(20,8)
Taux de désabonnement moyen pondéré	<b>1,08 %</b>	1,36 %	(20,6)

*Produits d'exploitation tirés des services Internet*

Les produits d'exploitation tirés des services Internet proviennent des services haute vitesse et des services du réseau commuté, ainsi que des services et des applications améliorés comme TV sur mon PC,<sup>MC</sup> les services de sécurité, les téléchargements de musique et l'accès commuté rapide.

**Clients des services Internet**

(En milliers)



Notre clientèle des services Internet haute vitesse s'est accrue de 39,7 % au cours des douze derniers mois, étant donné que nous avons continué à élargir notre zone de services et que de plus en plus de clients remplacent le service commuté par le service haute vitesse. Dans le Canada atlantique, notre service haute vitesse sert maintenant 83 % des foyers et 87 % des entreprises.

Les produits d'exploitation tirés des services Internet pour le premier trimestre de 2006 ont grimpé de 20,7 % par rapport au trimestre correspondant de 2005, dans le sillage d'un bondissement de 42,2 % des produits d'exploitation tirés des services haute vitesse. La croissance des produits d'exploitation a été alimentée par la progression du nombre de clients des services haute vitesse, la diminution du recours à des prix promotionnels et la hausse de l'adoption des services améliorés.

Notre clientèle des services Internet haute vitesse s'est accrue de 39,7 % par rapport au premier trimestre de 2005, contribuant ainsi à la progression globale de la clientèle des services Internet de 8,3 % sur un an. Les ajouts nets de clients du service haute vitesse ont été de 19,2 % supérieurs à ceux du premier trimestre de 2005, surtout grâce à des offres concurrentielles, à la gestion proactive de la migration de la clientèle du réseau commuté, à l'élargissement de notre zone de services, à la réussite de notre campagne de commercialisation de notre nouveau service Internet pour bureau à domicile et à la popularité soutenue de notre programme d'achat d'un ordinateur personnel. La diminution de notre clientèle du réseau commuté continue de refléter le passage au service haute vitesse. Au 31 mars 2006,

notre service Internet haute vitesse servait 83 % des foyers et 87 % des entreprises dans le Canada atlantique, contre respectivement 74 % et 80 % au 31 mars 2005.

Le roulement de la clientèle a été atténué par l'attention soutenue que nous accordons aux programmes de maintien de la clientèle et de gestion de la fidélisation, ainsi que par la popularité grandissante des forfaits économiques et l'intégration de nos offres Internet aux autres gammes de produits pour entreprises. Dans l'ensemble, le taux de désabonnement moyen pondéré pour le premier trimestre de 1,62 % a été inférieur à celui du premier trimestre de 2005, alors qu'il s'établissait à 1,78 %.

Les PEMC des services Internet haute vitesse pour les particuliers ont poursuivi leur progression et affiché une croissance solide par rapport au premier trimestre de 2005, grâce à l'abandon des prix promotionnels et à l'accroissement de la pénétration du service haute vitesse ultra et des services à valeur ajoutée. Les PEMC des services haute vitesse - commercial ont fléchi, comme prévu, par suite de l'adoption du forfait Internet haute vitesse pour bureaux à domicile introduit en 2005 dans le cadre de notre initiative stratégique visant à stimuler la croissance des services Internet auprès des PME.

### Internet – statistiques

<i>Pour les périodes terminées les 31 mars</i>	2006	2005	Variation en %
<b>Produits d'exploitation (en millions de dollars)</b>			
Réseau commuté	<b>8,8</b>	10,8	(18,8)
Haute vitesse	<b>28,2</b>	19,8	42,2
Total	<b>37,0</b>	30,6	20,7
<b>Mensuel – PEMC (en dollars)</b>			
Réseau commuté – résidentiel	<b>21,20</b>	19,90	6,5
Haute vitesse – résidentiel	<b>34,02</b>	31,48	8,1
Réseau commuté – commercial	<b>46,51</b>	46,77	(0,6)
Haute vitesse – commercial	<b>82,67</b>	91,98	(10,1)
<b>Ajouts nets de clients</b>			
Réseau commuté	<b>(7 808)</b>	(6 951)	12,3
Haute vitesse	<b>18 600</b>	15 599	19,2
Total	<b>10, 792</b>	8 648	24,8
<b>Taux de désabonnement</b>			
Haute vitesse – résidentiel	<b>1,24 %</b>	1,27 %	(2,4)
Haute vitesse – commercial	<b>1,79 %</b>	1,62 %	10,5
Pondéré (haute vitesse et réseau commuté)	<b>1,62 %</b>	1,78 %	(9,0)

### Autres produits d'exploitation

<i>Pour les périodes terminées les 31 mars</i>	2006	2005	Variation en %
<i>(en millions de dollars)</i>			
Produits	<b>29,9</b>	29,7	0,7
Annuaire	<b>13,4</b>	12,4	8,1
Innovatia	<b>10,5</b>	8,5	23,5
Divers	<b>3,5</b>	2,8	25,0
	<b>57,3</b>	53,4	7,3

Les produits d'exploitation de nos activités d'annuaires téléphoniques continuent de progresser grâce à la croissance de la clientèle des annonceurs dans les pages jaunes. Également au cours du premier trimestre de 2006, Innovatia a enregistré une croissance de ses services de documentation, car ce secteur s'est élargi pour pouvoir accepter de nouveaux travaux et fournir davantage de services à valeur ajoutée à ses clients.

*Produits d'exploitation tirés des services de TI*

Les produits d'exploitation tirés des services de TI comprennent l'intégration de systèmes, la conception de logiciels, les services de consultation auprès des entreprises et d'infrastructure comme les centres de données, les centres d'assistance, les services de sécurité et l'assistance technique.

Les produits d'exploitation tirés des services de TI ont reculé de 8,1 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2006, comparativement au même trimestre de l'exercice précédent. Les produits d'exploitation provenant des clients internes ont diminué de 8,4 millions de dollars, par suite de l'intégration organisationnelle en 2005 de la fonction services d'infrastructure de notre secteur Technologies de l'information dans le secteur Télécommunications, qui a nécessité la mutation de quelque 425 employés de xwave à Télécommunications Aliant. Des produits d'exploitation tirés des services d'impartition en TI d'environ 10 millions de dollars, imputés au secteur Télécommunications au premier trimestre de 2005, sont maintenant attribués directement au secteur Télécommunications, réduisant ainsi les produits d'exploitation internes. Dans les résultats consolidés, ces produits d'exploitation internes sont éliminés. Les produits d'exploitation tirés des services de TI à des clients externes ont monté de 0,3 million de dollars au cours du premier trimestre, soit 1,0 %, en regard du trimestre correspondant de 2005, principalement grâce aux nouveaux contrats ou à la croissance différentielle des contrats existants auprès de clients externes.

*Produits d'exploitation tirés des solutions matérielles*

Les produits d'exploitation tirés des solutions matérielles proviennent de la vente de matériel informatique, d'accessoires et de logiciels.

Les produits d'exploitation tirés des solutions matérielles pour le premier trimestre de 2006 ont progressé de 13,9 % par rapport au premier trimestre de 2005, surtout grâce à la poussée des ventes au secteur public.

**Charges**

Pour les périodes terminées les 31 mars

(en millions de dollars)	2006	2005	Variation en %
<b>Charges</b>			
Charges d'exploitation			
Coût des produits d'exploitation	89,0	83,0	7,2
Coûts des régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	24,8	25,3	(2,0)
Autres charges d'exploitation	235,6	230,8	2,1
	349,4	339,1	3,0
Amortissement	98,9	98,6	0,3
Imputation de restructuration et autres imputations	0,3	—	—
	448,6	437,7	2,5

*Coût des produits d'exploitation*

Le coût des produits d'exploitation s'est accru de 7,2 % au premier trimestre de 2006 en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout par suite de la majoration de 7,3 millions de dollars du coût des produits vendus entraînée par la hausse des produits d'exploitation tirés des solutions matérielles.

*Coûts des régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi*

Pour les périodes terminées les 31 mars

(en millions de dollars)	2006	2005	Variation en %
Régimes de retraite à prestations déterminées	20,2	18,3	10,4
Régimes de retraite à cotisations déterminées	2,2	2,9	(24,1)
Autres avantages postérieurs à l'emploi	2,4	4,1	(41,5)
	24,8	25,3	(2,0)

La baisse de 2 % de l'ensemble des coûts des régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi au premier trimestre de 2006 par rapport à la période correspondante de 2005 témoigne du succès des efforts déployés pour rétablir une certaine stabilité de ces régimes au cours des deux dernières années. Alors que les coûts des régimes de retraite à prestations déterminées (RRPD) ont enregistré une hausse, les RRPD ont cessé d'accepter de nouveaux participants par suite des modifications apportées aux régimes en 2004. En outre, des modifications apportées aux régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi au premier trimestre de 2006 ont entraîné des réductions immédiates des coûts et auront pour effet d'amoinrir le risque de croissance future de ces coûts.

Les coûts des RRPD pour le premier trimestre de 2006 se sont accrus par rapport à la même période de 2005 en raison principalement de l'amortissement d'un solde plus élevé de pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs. Les pertes actuarielles nettes ont augmenté du fait d'une hausse de l'obligation au titre des prestations constituées attribuable au taux d'intérêt plus faible utilisé pour actualiser l'obligation future à la fin de l'exercice 2005. Au premier trimestre de 2006, nous avons amorti des pertes cumulées supplémentaires de 2,7 millions de dollars au moyen de la charge de retraite par rapport à la période correspondante de 2005.

Les coûts des régimes de retraite à cotisations déterminées (RRCD) correspondent au coût des services rendus au cours de l'exercice relié à nos cotisations aux comptes d'épargne-retraite des employés. Les coûts des RRCD pour le premier trimestre de 2006 ont reculé comparativement à la période correspondante de 2005. Ce recul s'explique par le fait qu'il y a moins d'employés qui participent à nos RRCD, certains employés admissibles ayant choisi de passer d'un RRCD à un RRPD au premier trimestre de 2005 par suite des modifications apportées aux régimes en 2004.

15 ►►

Les coûts des autres avantages postérieurs à l'emploi pour le premier trimestre de 2006 ont diminué par rapport à la période correspondante de 2005. En date du 15 janvier 2006, certains employés sont passés des régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi à prestations déterminées de la société à un nouveau régime comportant une prestation annuelle maximale dont les employés peuvent se servir pour acheter des avantages collectifs au moment de la retraite. Par suite de ces changements, une réduction des coûts des services passés de 44,9 millions de dollars a été comptabilisée au cours du trimestre et est amortie suivant la méthode linéaire sur la durée résiduelle moyenne prévue d'activité des employés. Les changements de régimes entraîneront en outre une baisse des intérêts débiteurs et des coûts des services rendus au cours de la période.

#### *Autres charges d'exploitation*

Les autres charges d'exploitation ont monté de 4,8 millions de dollars, ou 2,1 %, au cours du premier trimestre de 2006 comparativement à la période correspondante de 2005. La hausse des coûts de 4,8 millions de dollars liée à la croissance des produits d'exploitation des services sans fil a été contenue grâce aux efforts déployés pour gérer les autres charges d'exploitation.

#### **Autres charges**

##### *Autres charges*

Au cours du premier trimestre de 2006, l'exercice d'un contrat d'instrument dérivé consistant en une swaption de taux d'intérêt et l'extinction de la prime non amortie connexe ont entraîné une perte liée à des instruments dérivés de 13,1 millions de dollars. Pour de plus amples détails, voir la rubrique «Autres arrangements financiers».

##### *Intérêts débiteurs*

Les intérêts débiteurs pour le premier trimestre de 2006 ont été conformes aux intérêts débiteurs de la période correspondante de 2005. Même si le solde moyen de la dette à long terme de la société a légèrement augmenté au premier trimestre de 2006, le taux d'intérêt moyen payé est un peu inférieur en raison du refinancement de la dette en 2005.

*Impôts sur les bénéfiques*

La hausse de 3,9 % des impôts sur les bénéfiques pour le premier trimestre de 2006 par rapport à la période correspondante en 2005 est principalement attribuable à la progression du bénéfice d'exploitation. La charge d'impôts de l'exercice a augmenté de 7,7 millions de dollars, tandis que la charge d'impôts futurs a reculé de 6,8 millions de dollars. Il y a un écart entre la charge d'impôts de l'exercice et la charge d'impôts futurs lorsque, par rapport au bénéfice avant impôts présenté, le bénéfice calculé aux fins de l'impôt fait l'objet de déductions inférieures ou d'ajouts plus élevés. Le repli de la charge d'impôts futurs pour le premier trimestre de 2006 est attribuable à la baisse des déductions au titre des dépenses en immobilisations demandées aux fins de l'impôt en 2006 par rapport à celles demandées en 2005 et au règlement d'une swaption de taux d'intérêt en 2006, contre aucun en 2005, contrebalancés en partie par la hausse des déductions en vertu de notre programme d'encouragement à la retraite anticipée (PERA) volontaire de 2004 et de l'utilisation des reports de pertes en avant.

**GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DE CAPITAUX****Sommaire des flux de trésorerie***Pour les périodes terminées les 31 mars**(en millions de dollars)*

	2006	2005	Variation en %
Flux de trésorerie d'exploitation :			
Activités d'exploitation			
Bénéfice net	40,2	43,6	(7,8)
Rajustements pour rapprocher le bénéfice net des flux de trésorerie d'exploitation			
Coût net des régimes d'avantages sociaux	22,6	22,4	0,9
Capitalisation des RRPD et des régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi	(23,0)	(80,1)	(71,3)
Perte liée à des instruments financiers	13,1	—	—
Impôts futurs	(6,4)	0,4	—
Variation des actifs et passifs d'exploitation	(46,9)	(52,4)	(10,5)
Amortissement et autres éléments hors trésorerie	100,1	98,6	1,5
	99,7	32,5	206,8
Rachat d'actions ordinaires	—	(33,2)	—
Dividendes en espèces versés sur actions privilégiées et sur actions ordinaires	(76,9)	(40,1)	91,8
Remboursements de la dette à long terme	(50,0)	(0,1)	—
Achats d'immobilisations	(80,9)	(81,7)	(1,0)
Autres activités de financement et d'investissement	(5,6)	(2,7)	107,4
Affectation nette des flux de trésorerie	(113,7)	(125,3)	(9,3)

*Activités d'exploitation*

Au cours du premier trimestre de 2006, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont élevés à 99,7 millions de dollars, soit une hausse de 67,2 millions de dollars par rapport à la même période en 2005.

*Capitalisation des RRPD et des autres avantages postérieurs à l'emploi*

Au premier trimestre de 2005, nous avons versé des cotisations relatives à une capitalisation volontaire supplémentaire des RRPD de 60,0 millions de dollars. Au cours du quatrième trimestre de 2005, 17,3 millions de dollars de ces contributions volontaires ont été réaffectés aux cotisations obligatoires. La capitalisation volontaire achevée en 2005 nous donne une marge de manœuvre accrue pour réduire les futures liquidités obligatoires à l'appui de la capitalisation des RRPD.

En 2006, nous prévoyons verser entre 120 et 130 millions de dollars de cotisations obligatoires à nos RRPD. Nous versons des cotisations normales à nos régimes de retraite en fonction de cette estimation, déduction faite d'une réaffectation supplémentaire des cotisations volontaires versées en 2005. Cette estimation peut faire l'objet de modifications en fonction des résultats des évaluations actuarielles au 31 décembre 2005, qui sont actuellement en cours et devraient être terminées d'ici le 30 juin 2006. Nous avons versé 21,4 millions de dollars à nos RRPD au cours du premier trimestre.

Nous prévoyons que les exigences de capitalisation de nos régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi se situeront dans la fourchette de 5 millions de dollars à 7 millions de dollars pour 2006. Ces régimes ont nécessité une capitalisation en espèces de 1,7 million de dollars au premier trimestre de 2006.

*Perte liée aux instruments dérivés*

Au cours du premier trimestre de 2006, l'exercice d'un contrat d'instrument dérivé consistant en une swaption de taux d'intérêt et l'extinction de la prime non amortie connexe ont entraîné une perte liée aux instruments dérivés de 13,1 millions de dollars. Pour de plus amples détails, voir la rubrique «Autres arrangements financiers».

*Impôts futurs*

De plus amples renseignements sur la baisse de 6,8 millions de dollars de la charge d'impôts futurs par rapport au premier trimestre de 2005 sont fournis à la rubrique «Impôts sur les bénéfices».

*Variation des actifs et passifs d'exploitation*

Pour les périodes terminées les 31 mars

<i>(en millions de dollars)</i>	<b>2006</b>	2005	Variation en %
Débiteurs	<b>2,6</b>	2,4	8,3
Charges payées d'avance	<b>(2,4)</b>	(6,9)	(65,2)
Stocks	<b>3,4</b>	0,2	—
Charges reportées et crédits reportés	<b>(6,3)</b>	0,6	—
Créditeurs et charges à payer	<b>4,2</b>	(48,5)	—
Impôts sur les bénéfices à recevoir et à payer	<b>(48,4)</b>	(0,2)	—
<b>Variation des actifs et passifs d'exploitation</b>	<b>(46,9)</b>	(52,4)	(10,5)

17 ►►

Au cours du premier trimestre de 2006, la variation des actifs et passifs d'exploitation a entraîné l'utilisation de 46,9 millions de dollars de liquidités, ce qui constitue une baisse de 10,5 % par rapport au premier trimestre de 2005. La baisse des créditeurs et des charges à payer au cours du premier trimestre de 2005 découle des paiements de 32,8 millions de dollars relativement à notre PERA de 2004 et d'une hausse des paiements des fournisseurs relativement à notre programme d'immobilisations. Les impôts sur les bénéfices payés au premier trimestre de 2006 ont été plus élevés que ceux payés au trimestre correspondant de l'exercice précédent, par suite de l'accroissement du solde d'impôts dû pour les exercices antérieurs attribuable à une augmentation du bénéfice imposable et à une baisse des acomptes provisionnels versés en 2005 par rapport à 2004.

*Rachat d'actions ordinaires*

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des affaires le 4 février 2005 en vertu de laquelle nous pouvions acquérir 6 637 200 actions ordinaires avant l'expiration de l'offre le 3 février 2006. Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2006, aucune action n'a été rachetée pour annulation. Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2005, nous avons racheté pour annulation 1 151 188 actions au prix de 33,2 millions de dollars.

Pour de plus amples renseignements sur l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires, consultez la note 6 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 31 mars 2006.

Le 1<sup>er</sup> mai 2006, nous avons annoncé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des affaires qui commencera le 3 mai 2006 et prendra fin à la date survenant la première entre la clôture de l'opération proposée et le 30 avril 2007. En vertu de cette nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des affaires, nous pouvons racheter de temps à autre, jusqu'à 3 000 000 de nos actions ordinaires en circulation au comptant au cours du marché par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, ce qui représente 2,4 % environ des actions ordinaires émises et en circulation au 26 avril 2006, soit 127 447 012 actions ordinaires. Le rachat des actions vise à contrebalancer l'effet dilutif découlant de l'exercice des options actuellement en circulation en vertu du régime d'options sur actions et de l'émission d'actions en vertu du régime de réinvestissement des dividendes. La totalité des actions ordinaires rachetées seront annulées.

*Dividendes sur actions privilégiées et sur actions ordinaires*

Les dividendes sur actions ordinaires déclarés au premier trimestre de 2006 marquent une augmentation de 1,1 %. Une hausse du taux de dividende trimestriel de 5,1 % a été en grande partie contrebalancée par la réduction du nombre d'actions en circulation entraînée par la nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des affaires qui a été en vigueur pendant la majeure partie de 2005. Les dividendes en espèces versés au premier trimestre de 2006 ont marqué une hausse sur la période correspondante de 2005, puisque le versement pour le quatrième trimestre de 2005 qui aurait normalement été fait le 30 décembre 2005 a été reporté au 3 janvier 2006.

*Remboursements de la dette à long terme*

Le 1<sup>er</sup> mars 2006, nous avons racheté, avant l'échéance, 50,0 millions de dollars d'obligations hypothécaires de premier rang à 10,45 %, série AD en circulation, échéant le 1<sup>er</sup> mars 2013.

*Investissements*

Les liquidités utilisées pour les investissements en immobilisations au cours du premier trimestre de 2006 marquent une légère baisse par rapport à la même période en 2005. Cette baisse pourrait s'expliquer par les écarts temporels entre notre plan d'investissement pour 2006 et celui de 2005.

18 ►►

**Situation de trésorerie**

L'opération proposée annoncée le 7 mars 2006, comme il a été mentionné à la rubrique «Création d'une fiducie de revenu», nous amènera à modifier considérablement la structure du capital actuelle. Nous prévoyons acquitter 835,0 millions de dollars de la dette à long terme et devoir éventuellement contracter des emprunts à long terme de quelque 2 600,0 millions de dollars sur les marchés financiers. Des facilités de crédit bancaire totalisant 3 500,0 millions de dollars ont été conclues pour le Fonds de revenu Bell Aliant Communications régionales afin de conclure l'opération, de combler les besoins de liquidités actuels, de financer les paiements spéciaux obligatoires pour combler le déficit de nos RRPD et d'assurer un relais vers le refinancement sur les marchés ouverts.

En plus de nous obliger à engager des frais importants pour conclure les opérations proposées, la création d'une fiducie de revenu influera sur notre façon de gérer nos besoins de liquidités, puisque nous aurons pour objectif principal de produire le plus de flux de trésorerie distribuables stables que possible pour les porteurs de parts de la fiducie de revenu.

Puisque l'opération proposée est toujours conditionnelle à l'obtention des approbations, les incidences estimatives sur la liquidité n'ont pas été indiquées dans le présent rapport de gestion. La rubrique «Nouvelles facilités de crédit» de la circulaire d'information contient toutefois cette information relativement à l'opération proposée.

*Besoins de liquidités*

Jusqu'à la conclusion en 2006 de l'opération proposée, nos besoins de liquidités couvriront les investissements, les versements de dividendes, les cotisations obligatoires aux régimes de retraite et autres engagements. Nous utiliserons nos liquidités à ces fins, notamment comme suit :

- Des investissements seront effectués au besoin pour soutenir l'infrastructure existante et faire progresser nos stratégies de croissance et de transformation.
- Des dividendes de 0,31 \$ l'action ordinaire seront versés chaque trimestre, soit environ 40,0 millions de dollars par trimestre.
- Les cotisations totales aux caisses des RRPD devraient s'établir entre 120 et 130 millions de dollars pour 2006. Nous effectuons périodiquement des versements aux régimes de retraite d'après cette estimation et nous ne prévoyons pas verser de cotisations volontaires additionnelles en 2006. Les évaluations actuarielles des RRPD pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 seront terminées au deuxième trimestre de 2006 et nous modifierons, au besoin, nos cotisations aux RRPD en fonction de ces évaluations. La capitalisation des régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi pour 2006 devrait s'établir entre 5 et 7 millions de dollars.
- Notre programme de titrisation de créances expire en décembre 2006. Si nous décidons de ne pas le renouveler, nous serons dans l'obligation de racheter 120,0 millions de dollars de nos créances. Nous comptons renouveler le programme et éventuellement l'étendre à la fiducie de revenu.
- Des fonds seront affectés à d'autres engagements, notamment les contrats de location-exploitation et les engagements d'achats de matériel et d'autres infrastructures de réseau, ainsi qu'aux éventualités présentées à la note 8 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 et aux notes 19 et 22 afférentes aux états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005.

*Sources de liquidités*

Nous prévoyons être en mesure de répondre à nos besoins de liquidités en puisant dans nos fonds en caisse et dans les rentrées provenant des activités d'exploitation, et grâce à l'accès aux marchés financiers et à des facilités de crédit.

*Structure du capital*

<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>	<b>31 mars 2006</b>		31 décembre 2005	
Actions ordinaires	<b>1 245,2</b>	<b>54,5 %</b>	1 239,6	53,1 %
Actions privilégiées	<b>172,3</b>	<b>7,5 %</b>	172,3	7,4 %
Part des actionnaires sans contrôle	<b>6,1</b>	<b>0,3 %</b>	5,6	0,2 %
Dette à long terme, y compris la tranche échéant à moins d'un an	<b>858,8</b>	<b>37,6 %</b>	904,5	38,8 %
Effets à payer et avances bancaires	<b>2,7</b>	<b>0,1 %</b>	11,2	0,5 %
Total du capital	<b>2 285,1</b>	<b>100,0 %</b>	2 333,2	100,0 %
Dette en pourcentage du total du capital	<b>37,7 %</b>		39,3 %	

*Actions ordinaires*

Au 28 avril 2006, les actions suivantes étaient en circulation, et les options sur actions suivantes étaient en cours :

*Autorisées*

Nombre illimité d'actions privilégiées, pouvant être émises en séries.

Nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale.

*Émises*

Au 28 avril 2006

<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>	Nombre d'actions	Valeur
Actions privilégiées de série 2	7 000 000	172,3
Actions ordinaires	127 448 447	1 012,7
		1 185,0

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (dollars)
Options en cours	2 577 336	30,44
Options exerçables	2 145 138	30,49

*Actions privilégiées*

Dans le cadre de l'opération de fiducie de revenu proposée, nous prévoyons racheter nos actions privilégiées à la valeur nominale de 175,0 millions de dollars plus les dividendes courus, conformément aux modalités s'y rapportant, le 30 juin 2006.

*Dette*

Au 31 mars 2006, nous disposons de lignes de crédit consenties et d'autres lignes de crédit d'exploitation totalisant 686,0 millions de dollars, montant inchangé depuis le 31 décembre 2005. De plus amples renseignements sur nos arrangements de crédit actuels sont fournis à la note 9 afférente à nos états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005.

Nos débentures émises par NBTel de série AA totalisant 40,0 millions de dollars sont remboursables avant leur échéance en juillet 2006. Compte tenu des taux d'intérêt courants, nous prévoyons que cette dette sera remboursée à la première date disponible, advenant que la date de remboursement par anticipation précède la date de la conclusion de l'opération proposée. De plus, en vertu de l'opération proposée, nous prévoyons actuellement rembourser et refinancer la totalité de notre endettement public actuel.

*Notations de crédit*

Nos notations de crédit actuelles n'ont pas été modifiées depuis le 31 décembre 2005.

Toutefois, Dominion Bond Rating Service et Standard & Poor's ont assorti les notations de crédit d'Aliant des mentions respectives «sous examen avec conséquences indéterminées» et «sous surveillance avec perspective négative» en attendant la conclusion de l'opération proposée.

**Autres arrangements financiers***Obligations contractuelles*

Nous avons signé divers contrats de location-exploitation et pris divers engagements d'achat de matériel et d'autres infrastructures de réseau. Les paiements futurs estimatifs en vertu de telles ententes sont présentés à la note 8 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 31 mars 2006 et dans notre rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005.

*Titrisation de créances*

Nous vendons, en vertu d'une convention de rachat, certaines créances à une fiducie de titrisation. Cet arrangement n'a pas été modifié pendant le premier trimestre de 2006. De plus amples renseignements sur cet arrangement sont fournis aux notes 1 et 2 de nos états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005.

*Utilisation d'instruments financiers dérivés*

Nous utilisons régulièrement des instruments financiers dérivés pour gérer les risques de taux d'intérêt et les risques de change associés à notre dette à long terme ou à des engagements fermes donnés. Pour en savoir davantage sur l'utilisation d'instruments financiers dérivés et sur les conventions comptables que nous suivons, se reporter aux notes 1 et 18 afférentes aux états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 2005.

En date du 2 mars 2006, une swaption de taux d'intérêt en cours liée à l'option d'achat sur nos obligations hypothécaires de premier rang, série AD a été exercée par la contrepartie. Par conséquent, la société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt, qui prévoit le paiement d'un taux d'intérêt fixe de 10,45 % et l'obtention par celle-ci d'un taux d'intérêt variable des acceptations bancaires à trois mois sur un notionnel de 50,0 millions de dollars. Le 2 mars 2006, la juste valeur du swap atteignait 17,9 millions de dollars en faveur de la contrepartie et a été enregistrée comme un passif dérivé dans les produits comptabilisés d'avance. Une prime non amortie de 4,7 millions de dollars liée à la swaption a également été frappée d'extinction. L'imputation nette aux autres charges résultante s'est élevée à 13,2 millions de dollars. Au 31 mars 2006, la juste valeur du swap a atteint 17,8 millions de dollars. La variation de la juste valeur a également été imputée aux autres charges.

Étant donné les taux d'intérêt actuels, nous prévoyons que l'institution financière contrepartie exercera le solde de la swaption de taux d'intérêt à son expiration, le 19 juillet 2006. L'exercice de cette swaption déclenche également un swap de taux d'intérêt fixe contre un taux d'intérêt variable jusqu'à la date d'expiration, en 2013. En vertu de ce swap, nous aurons à payer un taux d'intérêt fixe de 11,125 % sur un notionnel de 40,0 millions de dollars en échange d'un taux d'intérêt variable des acceptations bancaires à trois mois. Au 31 mars 2006, la juste valeur de cette entente s'élevait à 15,4 millions de dollars en faveur de la contrepartie. La juste valeur, déduction faite de la prime non amortie de 2,5 millions de dollars, a entraîné un passif reporté au titre des instruments dérivés de 12,9 millions de dollars qui ne figure pas dans nos états financiers étant donné l'application de la comptabilité de couverture à cette opération. La perte réelle liée aux instruments dérivés qui sera constatée relativement à cette swaption dépendra du taux d'intérêt qui sera en vigueur aux dates d'exercice en juillet 2006.

**OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES**

Notre seule partie liée importante continue d'être notre actionnaire majoritaire, Bell Canada, propriété exclusive de BCE Inc. La nature de notre relation et nos opérations entre parties liées sont demeurées pratiquement inchangées au cours du premier trimestre de 2006. Pour en savoir davantage sur nos opérations entre parties liées, se reporter à la note 20 afférente aux états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 2005.

L'opération proposée augmentera le pourcentage de participation de BCE et de Bell Canada dans la fiducie de revenu et influera de façon considérable sur la nature et l'ampleur de nos opérations entre parties liées du fait qu'Aliant et BCE collaborent à la création et à l'exploitation de la fiducie de revenu. Comme l'opération proposée est toujours conditionnelle à l'obtention des approbations, les incidences estimatives sur les opérations entre parties liées n'ont pas été indiquées dans le présent rapport de gestion. Toutefois, la circulaire d'information contient de l'information sur les opérations entre parties liées en vertu de l'opération proposée.

**PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES**

Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 31 mars 2006 ont été dressés selon les PCGR du Canada. Nos conventions et méthodes comptables et nos estimations et hypothèses comptables critiques sont conformes à celles décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 2005.

L'opération proposée pourrait nécessiter l'adoption de nouvelles principales conventions comptables et estimations comptables critiques ou la modification des conventions comptables et estimations comptables critiques existantes afin d'assurer une cohérence entre les entités fusionnées. Comme l'opération proposée est toujours conditionnelle à l'obtention des approbations, les incidences estimatives sur les principales conventions comptables et estimations comptables critiques n'ont pas été indiquées dans le présent rapport de gestion.

**Nouvelles conventions comptables**

Nous nous tenons à jour sur les changements apportés aux normes et aux notes d'orientation en comptabilité afin de continuer à nous conformer aux PCGR du Canada.

Les changements apportés aux normes et aux notes d'orientation en comptabilité à ce jour n'ont entraîné aucune modification dans notre comptabilité au premier trimestre de 2006.

21 ►►

**RISQUE ET GESTION DES RISQUES**

La direction est confiante quant à nos perspectives à long terme, mais nous sommes certes conscients de notre exposition à un certain nombre de risques dans le cours normal de nos affaires qui pourraient avoir une incidence négative sur notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Nous avons relevé des risques importants dont nous connaissons l'existence pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 et dont nous avons fait état dans le rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005.

Jusqu'à maintenant en 2006, nous n'avons pas relevé de changement important dans la nature des risques auxquels nous exposent nos activités actuelles. Nous avons fourni des informations à jour sur nos environnements réglementaire et concurrentiel sous la rubrique «Mise à jour sur notre environnement».

L'opération proposée nous exposera à des nouveaux risques relativement à la structure de fiducie de revenu qui en résultera. Comme l'opération est toujours conditionnelle à l'obtention des approbations, les nouveaux risques n'ont pas été indiqués dans le présent rapport de gestion, mais ils ont été mis en évidence dans la rubrique «Facteurs de risque» de la circulaire d'information.

**Litiges et autres éventualités**

Nous avons décrit certaines procédures judiciaires et d'autres éventualités auxquelles nous sommes parties à la note 22 afférente aux états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005.

Le 16 février 2006, le CRTC a rendu sa décision sur l'application des soldes des comptes de report et des mesures permises pour réduire les soldes accumulés dans les comptes de report, comme il a été mentionné sous la rubrique «Mise à jour sur notre environnement». Notre solde accumulé estimatif était de 21,8 millions de dollars selon le CRTC.

Aucun changement important n'est survenu dans les procédures judiciaires nous concernant qui serait susceptible d'avoir une incidence sur notre situation financière.

**INFORMATION FINANCIÈRE SUPPLÉMENTAIRE**

Le tableau ci-après présente les principales données financières consolidées pour les huit derniers trimestres.

Cette information trimestrielle a été préparée de la même manière que les états financiers consolidés.

**Information financière trimestrielle (non vérifié)**

Pour les huit trimestres terminés le 31 mars 2006

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	2004			2005				2006
	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
Total des produits d'exploitation	508,7	499,3	509,9	524,4	517,3	520,1	534,9	<b>544,9</b>
Bénéfice net	40,2	37,0	7,5	43,6	49,8	50,8	55,2	<b>40,2</b>
Dividendes sur actions privilégiées	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	<b>2,4</b>
Dividendes sur actions ordinaires	36,5	36,3	36,9	39,0	38,5	38,1	37,6	<b>39,5</b>
Résultat de base et dilué par action ordinaire	0,28	0,26	0,04	0,31	0,36	0,37	0,41	<b>0,30</b>

Nos résultats de 2004 ont été touchés par l'arrêt de travail, qui a duré du 23 avril au 20 septembre, et par le financement d'un PERA en octobre. Le PERA a entraîné une baisse du bénéfice net de 42,3 millions de dollars au quatrième trimestre de 2004. En 2005, nos activités ont repris leur cours normal à la suite de cette interruption de travail. Une perte liée aux instruments dérivés de 13,1 millions de dollars découlant de l'exercice d'une swaption de taux d'intérêt et de l'extinction de la prime non amortie connexe, de 8,3 millions de dollars après impôts, a eu une incidence négative sur le bénéfice net du premier trimestre de 2006. La rubrique «Autres arrangements financiers» contient de plus amples détails.

La comparabilité de nos résultats d'exploitation est touchée par le cycle des ventes de produits de télécommunications et des ventes de solutions matérielles de TI qui sont habituellement volumineuses et sporadiques.

**ÉNONCÉS PROSPECTIFS**

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs qui ont trait à notre situation financière future et à nos résultats d'exploitation futurs. Ces énoncés sont fondés sur les prévisions et les estimations actuelles quant aux marchés où nous exerçons des activités et sur les opinions et les hypothèses de la direction relatives à ces marchés. Dans certains cas, les énoncés prospectifs peuvent être indiqués par des termes tels que «prévoit», «croit», «pourrait», «s'attend à», «planifie», «cherche», «peut», «entend», «fera», et d'autres expressions similaires. Ces énoncés sont exposés à des risques et à des incertitudes importants qui sont difficilement prévisibles et à des hypothèses qui peuvent se révéler inexactes. Certains des facteurs pouvant amener les résultats ou les événements à différer de manière importante des prévisions actuelles comprennent, sans pour autant s'y limiter, la conjoncture économique générale, la volatilité des marchés boursiers, les conditions du marché ou du contexte d'affaires, l'évolution de la concurrence, les modifications des règles ou des exigences réglementaires, les changements technologiques, la modification des taux d'actualisation et la fluctuation des rendements des placements des régimes de retraite, notre capacité de mettre en œuvre des plans et des stratégies et le succès de nos mesures d'amélioration de la productivité. Certains de ces facteurs échappent à notre contrôle. Si l'un de ces facteurs avait une incidence imprévue sur nous, ou si les hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs se révélaient inexactes, les résultats réels ou événements réels pourraient différer considérablement des résultats ou des événements prévus. Pour de plus amples détails sur les divers risques et hypothèses, veuillez consulter le rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, incluant les rubriques intitulées «Estimations et hypothèses comptables critiques» et «Risques et gestion des risques». Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document et les documents dont il est fait référence dans le présent document est fait sous réserve de la présente mise en garde, et rien ne garantit que ni les résultats ni les faits prévus par nous se réaliseront ou, même s'ils se réalisent en quasi-totalité, qu'ils auront les conséquences prévues. Le lecteur ne doit pas se fier indûment à tout énoncé prospectif.

# États financiers *(non vérifié)*

## BILANS CONSOLIDÉS

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Au 31 mars 2006	Au 31 décembre 2005
<b>Actif</b>			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		81 353	195 009
Débiteurs		299 777	302 348
Stocks		25 910	29 279
Charges payées d'avance		23 859	21 410
Actif d'impôts futurs		4 771	5 510
Impôts à recevoir		2 503	15 010
		<b>438 173</b>	<b>568 566</b>
Investissements			
Immobilisations corporelles		1 763 230	1 783 848
Actifs incorporels à durée de vie limitée		132 364	121 178
		<b>1 895 594</b>	<b>1 905 026</b>
Autres actifs			
Charges reportées	8	19 582	18 101
Actifs d'impôts futurs		50 329	43 281
Actif au titre des prestations constituées	2	268 028	266 878
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie		3 726	3 726
Écart d'acquisition		61 351	61 351
		<b>403 016</b>	<b>393 337</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>2 736 783</b>	<b>2 866 929</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
Passif à court terme			
Effets à payer et avances bancaires		2 666	11 208
Créditeurs et charges à payer	3	202 972	195 691
Dividendes à verser		—	37 577
Impôts à payer		17 634	78 537
Passif d'impôts futurs		3 612	8 746
Dette à long terme échéant à moins d'un an	4	108 392	6 623
		<b>335 276</b>	<b>338 382</b>
Passif d'impôts futurs		24 860	19 821
Dette à long terme	4	750 361	897 880
Passif au titre des prestations constituées	2	182 772	182 038
Produits comptabilisés d'avance	5	19 909	11 324
		<b>1 313 178</b>	<b>1 449 445</b>
Part des actionnaires sans contrôle		6 145	5 588
Capitaux propres			
Capital-actions	6	1 182 724	1 176 035
Surplus d'apport		1 428	886
Bénéfices non répartis		233 308	234 975
		<b>1 417 460</b>	<b>1 411 896</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>2 736 783</b>	<b>2 866 929</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Au nom du conseil d'administration



Charles White  
Président du conseil d'administration



Edward Reevey  
Administrateur

## ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Pour les trois mois terminés les 31 mars

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Note	2006	2005
Produits d'exploitation		544 949	524 414
Charges			
Charges d'exploitation		349 441	339 118
Amortissement		98 896	98 590
Imputation de restructuration et autres imputations		311	—
		448 648	437 708
Bénéfice d'exploitation		96 301	86 706
Autres charges			
Perte liée aux instruments dérivés	5	13 068	—
Autres charges (produits)		(269)	961
		12 799	961
Intérêts débiteurs			
Intérêt sur la dette à long terme		17 247	17 186
Autres intérêts débiteurs		184	199
		17 431	17 385
Bénéfice avant les éléments présentés ci-dessous		66 071	68 360
Impôts sur les bénéfices			
Charge d'impôts de l'exercice		31 739	23 990
Charge (recouvrement) d'impôts futurs		(6 404)	383
		25 335	24 373
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle		40 736	43 987
Part des actionnaires sans contrôle		557	403
<b>Bénéfice net</b>		<b>40 179</b>	<b>43 584</b>
Résultat par action ordinaire			
Résultat de base et dilué		0,30	0,31

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

## ÉTATS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS

Pour les trois mois terminés les 31 mars

(en milliers de dollars)

	Note	2006	2005
Bénéfices non répartis au début de la période		234 975	313 681
Bénéfice net		40 179	43 584
Dividendes déclarés sur actions privilégiées		(2 384)	(2 384)
Dividendes déclarés sur actions ordinaires		(39 462)	(39 024)
Excédent du rachat d'actions ordinaires sur la valeur déclarée	6	—	(24 088)
<b>Bénéfices non répartis à la fin de la période</b>		<b>233 308</b>	<b>291 769</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

## ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Pour les trois mois terminés les 31 mars

(en milliers de dollars)

	Notes	2006	2005
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>			
Bénéfice net		40 179	43 584
Rajustements afin de rapprocher le bénéfice net des flux de trésorerie d'exploitation			
Amortissement		98 896	98 590
Impôts futurs		(6 404)	383
Charge nette au titre des régimes d'avantages sociaux	2	22 610	22 433
Capitalisation des régimes de retraite à prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi	2	(23 025)	(80 089)
Part des actionnaires sans contrôle		557	403
Perte liée aux instruments dérivés	5	13 068	—
Autres éléments hors caisse		749	(410)
Variation des actifs et des passifs d'exploitation		(46 910)	(52 379)
		<b>99 720</b>	<b>32 515</b>
<b>Flux de trésorerie de financement</b>			
Recouvrement d'une créance exigible à long terme		—	4 823
Remboursements des effets à payer et des avances bancaires		(8 542)	(5 909)
Remboursements de la dette à long terme		(50 014)	(98)
Remboursements d'obligations au titre des contrats de location-acquisition		(1 138)	(387)
Diminution de la part des actionnaires sans contrôle		—	(1 646)
Émission d'actions ordinaires	6	4 166	402
Rachat d'actions ordinaires	6	—	(33 192)
Dividendes en espèces versés sur actions privilégiées		(2 384)	(2 384)
Dividendes en espèces versés sur actions ordinaires		(74 517)	(37 676)
		<b>(132 429)</b>	<b>(76 067)</b>
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>			
Achat d'immobilisations		(80 947)	(81 677)
Acquisition d'entreprises, déduction faite de l'encaisse		—	(54)
		<b>(80 947)</b>	<b>(81 731)</b>
Diminution nette de la trésorerie		<b>(113 656)</b>	<b>(125 283)</b>
Trésorerie au début de la période		<b>195 009</b>	<b>323 265</b>
<b>Trésorerie à la fin de la période</b>		<b>81 353</b>	<b>197 982</b>
<b>La trésorerie se compose de ce qui suit :</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		81 353	35 982
Effets à recevoir d'une partie liée		—	162 000
		<b>81 353</b>	<b>197 982</b>
<b>Information supplémentaire</b>			
Intérêts versés		13 507	13 088
Impôts sur les bénéfices payés, montant net		76 183	24 906

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

# Notes complémentaires *(non vérifié)*

## 1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Nous avons préparé les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada en appliquant le même mode de présentation et les mêmes conventions comptables que ceux afférents aux états financiers consolidés vérifiés annuels pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005. Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec nos états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005.

### Chiffres comparatifs

Certaines informations financières comparatives ont été reclassées afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour 2005.

## 2 ACTIF (PASSIF) AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES

### Composantes du coût net des régimes d'avantages sociaux

Le tableau suivant fait état des composantes du coût net des régimes d'avantages sociaux.

Pour les périodes terminées les 31 mars (en milliers de dollars)	Régimes de retraite à prestations déterminées		Autres avantages postérieurs à l'emploi	
	2006	2005	2006	2005
Coût des services rendus au cours de la période	11 637	7 592	571	1 190
Intérêt sur les obligations au titre des prestations constituées	30 781	27 525	2 339	2 889
Rendement réel des actifs des régimes	(67 100)	(28 733)	—	—
Coûts des services passés liés aux modifications de régimes	—	—	(44 939)	—
Composantes du coût des avantages sociaux futurs, avant prise en compte de la nature à long terme du coût	(24 682)	6 384	(42 029)	4 079
Excédent du rendement réel par rapport au rendement prévu	33 471	3 142	—	—
Report des coûts des services passés liés aux modifications de régimes au cours de l'exercice	—	—	44 939	—
Amortissement des montants reportés				
Coûts des services passés	1 375	1 375	(1 490)	—
Pertes actuarielles nettes	10 059	7 382	967	71
Rajustements visant à tenir compte de la nature à long terme du coût des avantages sociaux futurs	44 905	11 899	44 416	71
Coût net des régimes d'avantages sociaux	20 223	18 283	2 387	4 150

En date du 15 janvier 2006, certains employés sont passés des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi existants de la société à un nouveau régime comportant une prestation annuelle maximale dont l'employé peut se servir pour acheter des avantages collectifs au moment de la retraite. Par suite de ces changements, une réduction des coûts des services passés de 44,9 millions de dollars a été comptabilisée au cours du trimestre et est amortie suivant la méthode linéaire sur la durée résiduelle moyenne prévue d'activité des employés. Les changements de régimes entraîneront en outre une baisse des coûts des services rendus au cours de la période et des intérêts débiteurs.

## 2 ACTIF (PASSIF) AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES *(suite)*

### Cotisations aux régimes de retraite

Le tableau suivant présente la capitalisation des régimes de retraite à prestations déterminées (RRPD) et des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi.

*Pour les périodes terminées les 31 mars*

<i>(en milliers de dollars)</i>	2006	2005
RRPD		
Cotisations obligatoires	21 373	18 770
Capitalisation volontaire supplémentaire	—	60 000
Cotisations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	1 652	1 319
Capitalisation des RRPD et des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	23 025	80 089

Au quatrième trimestre de 2005, une capitalisation volontaire supplémentaire aux RRPD de 17,3 millions de dollars effectuée au premier trimestre de 2005 a été réaffectée aux cotisations obligatoires.

27 ►►

## 3 IMPUTATION DE RESTRUCTURATION À PAYER

En 2004, nous avons restructuré nos activités en réduisant notre effectif dans certains secteurs et avons offert un programme d'encouragement à la retraite anticipée (PERA) volontaire à tous les employés admissibles, ce qui a entraîné une imputation avant impôts de 72,3 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 décembre 2004.

Au 31 mars 2006, les créiteurs et les charges à payer comprenaient un solde de l'imputation de restructuration de 6,3 millions de dollars (12,5 millions de dollars au 31 décembre 2005). Le solde de l'imputation de restructuration au 31 mars 2006 est essentiellement composé des sommes à payer aux participants au PERA qui ont choisi de différer une partie de leur paiement jusqu'à leur départ à la retraite. Les paiements au comptant associés au PERA seront imputés à ce solde.

## 4 DETTE À LONG TERME

Le 1<sup>er</sup> mars 2006, nous avons racheté, avant l'échéance, la totalité de nos obligations hypothécaires de premier rang à 10,45 %, série AD, en circulation, échéant le 1<sup>er</sup> mars 2013, à un prix égal à 101,00 % de leur capital de 50,0 millions de dollars.

Au cours du premier trimestre de 2006, nous avons comptabilisé un passif à long terme de 5,4 millions de dollars pour l'acquisition de licences d'utilisation de logiciels qui ne porte pas intérêt et est payable jusqu'en 2008, à mesure que des jalons du contrat sont atteints.

## 5 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le 1<sup>er</sup> mars 2006, nos obligations hypothécaires de premier rang à 10,45 %, série AD, en circulation, ont été rachetées avant l'échéance. En date du 2 mars 2006, une swaption de taux d'intérêt en cours liée à l'option d'achat sur nos obligations hypothécaires de premier rang, série AD a été exercée par la contrepartie. Par conséquent, la société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt, qui prévoit le paiement d'un taux d'intérêt fixe de 10,45 % et l'obtention par celle-ci d'un taux d'intérêt variable des acceptations bancaires à trois mois sur un notional de 50,0 millions de dollars. Les versements, qui commenceront le 2 septembre 2006 et prendront fin le 2 mars 2013, s'effectueront deux fois par année. Le 2 mars 2006, la juste valeur du swap atteignait 17,9 millions de dollars en faveur de la contrepartie et a été enregistrée comme un passif dérivé dans les produits comptabilisés d'avance. Une prime non amortie de 4,7 millions de dollars liée à la swaption, qui a été enregistrée antérieurement à titre de produits comptabilisés d'avance, a également été frappée d'extinction. L'imputation nette aux autres charges résultante s'est élevée à 13,2 millions de dollars.

Au 31 mars 2006, la juste valeur du swap a reculé de 0,1 million de dollars pour atteindre 17,8 millions de dollars. Les modifications apportées à la juste valeur du swap sont comptabilisées dans les autres charges. Les paiements d'intérêt nets de la swaption fixe-variable entraîneront une baisse du passif dérivé.

Nous participons également à une swaption relativement à nos débentures émises par NBTel de série AA d'un notional de 40,0 millions de dollars. Ces débentures sont remboursables par anticipation à notre gré le 19 juillet 2006 ou après cette date jusqu'à leur échéance en 2013. La swaption est exercable par la contrepartie en date du 19 juillet 2006, et permet à la contrepartie de conclure avec nous un swap fixe-variable. En vertu de ce swap, nous aurions à payer un taux d'intérêt fixe de 11,125 % en échange d'un taux d'intérêt variable des acceptations bancaires à trois mois, et ce, de la date d'entrée en vigueur jusqu'à l'échéance en 2013. En échange de cette option, nous avons reçu de la contrepartie une prime de 5,4 millions de dollars en 1997, qui est portée aux intérêts débiteurs sur la période se terminant à la date d'échéance des débentures sous-jacentes.

Au 31 mars 2006, la juste valeur de la swaption s'est élevée à 15,4 millions de dollars en faveur de la contrepartie. La juste valeur, déduction faite de la prime non amortie de 2,5 millions de dollars, a entraîné un passif reporté au titre des instruments dérivés de 12,9 millions de dollars qui ne figure pas actuellement dans nos états financiers étant donné l'application de la comptabilité de couverture. Si les débentures sont rachetées avant leur échéance, la comptabilité de couverture cessera et la juste valeur du passif dérivé à cette date sera imputée aux autres charges et comptabilisée comme produits comptabilisés d'avance au bilan.

## 6 CAPITAL-ACTIONS

Le tableau suivant détaille la variation des actions ordinaires émises et en circulation.

	Au 31 mars 2006		Au 31 décembre 2005	
	Nombre d'actions	Capital déclaré	Nombre d'actions	Capital déclaré
<i>(en milliers de dollars, sauf indication contraire)</i>				
Actions ordinaires au début de la période	127 137 554	1 003 771	132 744 009	1 044 729
Actions ordinaires rachetées pour annulation	—	—	(5 797 715)	(46 068)
Actions émises :				
Réinvestissement de dividendes	87 730	2 860	163 360	4 571
Régime d'options sur actions	141 690	3 828	27 900	539
Actions ordinaires à la fin de la période	127 366 974	1 010 459	127 137 554	1 003 771

## 6 CAPITAL-ACTIONS *(suite)*

### Actions ordinaires rachetées pour annulation

Dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des affaires, entrée en vigueur le 4 février 2005, nous avons été en mesure d'acquérir, de temps à autre, jusqu'à 6 637 200 de nos actions ordinaires en circulation au comptant au cours du marché par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, ce qui représente environ 5,0 % de nos actions ordinaires émises et en circulation dont le total atteignait, au 31 janvier 2005, 132 744 009. Les rachats d'actions ordinaires pourraient avoir lieu jusqu'à l'échéance du 3 février 2006, et Bell Canada, notre actionnaire majoritaire, vendrait au prorata des actions en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires. Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006, aucune action n'a été rachetée pour annulation. Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2005, nous avons racheté aux fins d'annulation 1 151 188 actions pour 33,2 millions de dollars, ce qui a réduit le capital-actions de 9,1 millions de dollars et les bénéfices non répartis, de 24,1 millions de dollars.

Les rachats d'actions ordinaires au cours du trimestre terminé le 31 mars 2005 comprennent 607 488 actions achetées de Bell Canada au cours du marché pour un prix total de 17,5 millions de dollars.

### Régime d'options sur actions

Un état sommaire de notre régime d'options sur actions au 31 mars 2006 et au 31 décembre 2005 ainsi que des variations survenues pendant les périodes terminées à ces dates est présenté ci-dessous :

	Au 31 mars 2006		Au 31 décembre 2005	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
<i>(en milliers de dollars, sauf indication contraire)</i>				
Options en cours au début de la période	2 892 493	30,26	2 496 777	30,37
Attribuées	—	—	481 520	29,24
Frappées d'extinction	(39 584)	33,30	(57 904)	31,82
Exercées	(141 690)	27,02	(27 900)	19,30
Options en cours à la fin de la période	2 711 219	30,38	2 892 493	30,26
Options exerçables à la fin de la période	2 274 326	30,42	2 084 481	30,35

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006, la charge de rémunération liée aux options sur actions attribuées a été de 0,5 million de dollars (0,5 million de dollars au 31 mars 2005).

### Régime d'unités d'actions axées sur le rendement et régime d'unités d'actions axées sur le rendement personnel

	Au 31 mars 2006	Au 31 décembre 2005
	Nombre d'unités	Nombre d'unités
Options en cours au début de la période	173 750	109 322
Attribuées	4 143	144 889
Frappées d'extinction	—	(16 463)
Exercées	—	(63 998)
Options en cours à la fin de la période	177 893	173 750

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006, une charge de rémunération de 1,1 million de dollars (0,3 million de dollars au 31 mars 2005) liée aux unités d'actions axées sur le rendement et aux unités d'actions en circulation axées sur le rendement personnel attribuées a été enregistrée.

### Régime d'épargne-actions des employés

Un total de 270 073 actions ordinaires ont été achetées sur le marché libre pour les employés au cours du trimestre terminé le 31 mars 2006 (380 050 au 31 mars 2005). La charge de rémunération liée au régime d'épargne-actions des employés a été de 1,9 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 (1,6 million de dollars au 31 mars 2005).

## 7 INFORMATIONS SECTORIELLES

Pour les trois mois terminés le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Télécommunications			Technologies de l'information	Siège social et autres	Éliminations	Données consolidées
	Sur fil	Sans fil	Total				
Produits – clients externes	345 971	112 693	458 664	86 324	(39)	–	544 949
Produits intersectoriels	(1 992)	3 477	1 485	17 872	–	(19 357)	–
Produits d'exploitation	343 979	116 170	460 149	104 196	(39)	(19 357)	544 949
Charges d'exploitation	199 918	60 022	259 940	99 500	8 499	(18 498)	349 441
Imputation de restructuration et autres imputations	311	–	311	–	–	–	311
Amortissement	85 365	12 399	97 764	888	348	(104)	98 896
Bénéfice d'exploitation	58 385	43 749	102 134	3 808	(8 886)	(755)	96 301
Autres produits (charges)			(14 752)	361	44 062	(42 470)	(12 799)
Intérêts débiteurs			17 238	104	1 207	(1 118)	17 431
Impôts sur les bénéfices (recouvrement d'impôts)			25 418	2 501	(2 311)	(273)	25 335
Part des actionnaires sans contrôle			557	–	–	–	557
<b>Bénéfice net</b>			<b>44 169</b>	<b>1 564</b>	<b>36 280</b>	<b>(41 834)</b>	<b>40 179</b>
Acquisition d'immobilisations	69 963	11 054	81 017	733	–	(803)	80 947
<b>Total de l'actif</b>			<b>2 591 938</b>	<b>157 764</b>	<b>1 513 191</b>	<b>(1 526 110)</b>	<b>2 736 783</b>

Pour les trois mois terminés le 31 mars 2005

(en milliers de dollars)

	Télécommunications			Technologies de l'information	Siège social et autres	Éliminations	Données consolidées
	Sur fil	Sans fil	Total				
Produits – clients externes	346 669	97 637	444 306	80 108	–	–	524 414
Produits intersectoriels	(1 054)	2 578	1 524	24 722	–	(26 246)	–
Produits d'exploitation	345 615	100 215	445 830	104 830	–	(26 246)	524 414
Charges d'exploitation	208 311	53 644	261 955	95 181	7 743	(25 761)	339 118
Amortissement	85 102	11 750	96 852	1 945	308	(515)	98 590
Bénéfice d'exploitation	52 202	34 821	87 023	7 704	(8 051)	30	86 706
Autres produits (charges)			(1 339)	(220)	44 429	(43 831)	(961)
Intérêts débiteurs			17 130	80	1 210	(1 035)	17 385
Impôts sur les bénéfices (recouvrement d'impôts)			25 366	3 040	(4 048)	15	24 373
Part des actionnaires sans contrôle			403	–	–	–	403
<b>Bénéfice net</b>			<b>42 785</b>	<b>4 364</b>	<b>39 216</b>	<b>(42 781)</b>	<b>43 584</b>
Acquisition d'immobilisations	70 769	8 548	79 317	2 837	9	(486)	81 677
Écart d'acquisition acquis	54	–	54	–	–	–	54
<b>Total de l'actif</b>			<b>2 556 366</b>	<b>196 409</b>	<b>1 684 434</b>	<b>(1 624 923)</b>	<b>2 812 286</b>

## 8 ENGAGEMENTS

### Contrats de location-exploitation et engagements d'achat

Les paiements minimums futurs estimatifs en vertu des contrats de location-exploitation et des engagements d'achat sont comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Reste de					
	2006	2007	2008	2009	2010	Par la suite
Contrats de location-exploitation	34 303	37 856	35 284	33 225	28 692	120 451
Engagements d'achat	52 404	17 490	8 245	5 592	3 921	648
	86 707	55 346	43 529	38 817	32 613	121 099

Les engagements d'achat se rapportent principalement aux différentes ententes visant des systèmes d'information et des technologies, aux obligations en vertu de contrats de service ainsi qu'à un système de facturation pour nos services sans fil.

### Compte de report

Le 16 février 2006, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a rendu sa décision sur l'application des soldes des comptes de report et des mesures permises pour réduire les soldes accumulés dans les comptes de report. Dans sa décision, le CRTC a également établi les montants estimatifs des comptes de report des entreprises de services locaux titulaires (ESLT) en tant que solde accumulé et qu'engagement futur annualisé. Le solde accumulé estimatif d'Aliant au 31 mai 2006 devait s'élever à 21,8 millions de dollars avec un engagement annualisé accumulé de 2,2 millions de dollars.

Dans sa décision, le CRTC exige qu'au moins 5,0 % du solde accumulé dans le compte de report soit réduit au moyen d'améliorations de l'accès des personnes handicapées aux services de télécommunications. Quant aux 95,0 % restants des fonds dans le compte de report, le CRTC a décidé qu'ils devraient être consacrés à des investissements dans les services à large bande et à des rabais aux abonnés. Le CRTC a conclu que chaque ESLT devrait consacrer les fonds de son compte de report à l'expansion des services à large bande dans les collectivités rurales et éloignées. Les ESLT qui choisissent d'investir dans le service à large bande sont tenues de déposer une proposition auprès du CRTC, au plus tard le 30 juin 2006, pour obtenir l'approbation de prélever des dépenses admissibles de leur compte de report. Si une ESLT choisit de ne pas investir dans l'élargissement des services à large bande, ou si elle investit dans cet élargissement, mais qu'il lui reste un solde dans son compte de report, ce solde doit être remis sous forme de rabais aux abonnés du service local résidentiel de l'ESLT dans les zones autres que les zones de desserte à coût élevé.

Les obligations annuelles futures au titre du compte de report des ESLT seront éliminées par les réductions tarifaires mensuelles applicables aux services locaux de base et aux services optionnels des clients résidentiels dans les zones autres que les zones de desserte à coût élevé. Nous déposerons auprès du CRTC notre proposition tarifaire et notre solde de compte de report mis à jour d'ici le 15 mai 2006. Ces changements tarifaires, sous réserve de l'approbation du CRTC, doivent entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2006 et peuvent également servir à effacer toute nouvelle obligation annuelle future au titre du compte de report par suite de la prolongation de la deuxième période de plafonnement des prix jusqu'au 31 mai 2007.

Étant donné la nature et les incertitudes entourant toujours l'utilisation du solde accumulé dans les comptes de report, nous ne sommes pas en mesure pour l'instant d'évaluer l'incidence de la décision du CRTC sur nos résultats financiers.

### Création d'une fiducie de revenu

Le 7 mars 2006, nous avons annoncé avec BCE Inc. le regroupement de nos activités sur fil avec les activités sur fil de Bell Canada dans ses territoires régionaux en Ontario et au Québec et sa participation de 63,4 % dans les sociétés en commandite Bell Nordiq afin de créer une fiducie de revenu, le Fonds de revenu Bell Aliant Communications régionales. Dans le cadre de l'opération proposée, Bell Canada fera l'acquisition de nos activités sans fil et de DownEast Ltd. L'opération devrait se conclure dès le troisième trimestre de 2006, après réception de l'approbation des actionnaires et des organismes de réglementation et d'autres approbations exigées.

Au cours du premier trimestre de 2006, nous avons engagé des coûts de 2,8 millions de dollars dans cette opération en vue de créer le Fonds de revenu Bell Aliant Communications régionales. Ces coûts se rapportent surtout aux frais de banque d'investissement et aux honoraires de consultation et sont inclus dans les charges reportées au 31 mars 2006.

# Actionnaires d'AIT

## BOURSE ET SYMBOLES

<i>Bourse de Toronto</i>	<i>Symbole</i>
Actions ordinaires	AIT
Actions privilégiées	AIT.PR.A

## SERVICES AUX ACTIONNAIRES

Compagnie Trust CIBC Mellon, notre agent des transferts, donne de plus amples renseignements sur les services qui suivent sur son site Web [www.cibcmellon.com](http://www.cibcmellon.com).

### Dépôt direct de dividendes

Les porteurs d'actions ordinaires inscrits peuvent voir leurs dividendes déposés de manière électronique dans leur compte bancaire (*au Canada seulement*).

### Régime de réinvestissement des dividendes et programme d'achat d'actions

Les actionnaires inscrits peuvent réinvestir leurs dividendes, automatiquement et sans frais, dans des actions additionnelles de la société. De plus, un maximum de 10 000 \$ en actions de la société peut être acheté chaque trimestre, par paiements facultatifs au comptant, sans commissions ni frais de service.

### Services électroniques

#### *Demandes de renseignements en ligne sur le compte*

Les actionnaires inscrits peuvent accéder à l'information sur leur compte par Internet, en tout temps, à [www.cibcmellon.com](http://www.cibcmellon.com).

#### *Distribution électronique des rapports*

Les actionnaires inscrits peuvent recevoir de l'information pour les investisseurs et les rapports par voie électronique plutôt que par la poste.

## NOUS SOMMES LÀ POUR VOUS AIDER

Communiquez avec notre agent des transferts, Compagnie Trust CIBC Mellon, pour de l'information sur :

- les versements de dividendes;
- un changement d'adresse;
- l'échange d'actions;
- le remplacement de certificats perdus;
- le réinvestissement des dividendes et le programme d'achat d'actions;
- les services électroniques;
- les déclarations fiscales;
- les exigences en matière de succession.

Service de correspondance avec les investisseurs de

Compagnie Trust CIBC Mellon

PO Box 7010

Adelaide Street Postal Station

Toronto (Ontario) M5C 2W9

Téléphone : 1 800 387-0825

*(sans frais au Canada et aux É.-U.)*

Courriel : [inquiries@cibcmellon.com](mailto:inquiries@cibcmellon.com)

Site Web : [www.cibcmellon.com](http://www.cibcmellon.com)

On trouve sur notre site Web d'entreprise,

[www.aliant.ca/francais](http://www.aliant.ca/francais), de l'information supplémentaire sur la société, les rapports financiers et les nouvelles les plus récentes sur la société.

Communiquez avec le service des relations avec les investisseurs pour :

- de l'information financière additionnelle ou des statistiques;
- les nouveautés dans l'industrie ou dans la société;
- l'historique d'actionnariat des sociétés remplacées;
- la notice annuelle.

Relations avec les investisseurs d'Aliant

C.P. 5030

Saint John (N.-B.) E2L 4L4

Téléphone : 1 877 248-3113

Télécopieur : 1 877 498-2464

Courriel : [investor.relations@aliant.ca](mailto:investor.relations@aliant.ca)

Site Web : [www.aliant.ca](http://www.aliant.ca)

## DÉPOSITAIRE DES OBLIGATIONS, AGENT COMPTABLE DES REGISTRES ET AGENT DES TRANSFERTS

Computershare Investor Services et Compagnie Trust CIBC Mellon

